

***l'Anti*capitaliste**

n°505 | 16 janvier 2020 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

ILS SE FOUTENT DE NOUS...

**ET OÙ ON
IRA JUSQU'AU
RETRAIT!**

Dossier

**DANIEL BENSÄÏD,
PENSEUR ET MILITANT**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**On est là, et on ne
les lâchera pas!**

Page 2

PREMIER PLAN

**Répression: violences
policières, violences d'État**

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

**État espagnol: nouveau gouvernement,
instabilité maintenue**

Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Tiziri Kandi de la CGT-
HPE à propos de la grève à l'Hôtel Ibis**

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

On est là, et on ne les lâchera pas!

On ne veut pas se le cacher : la multiplication des images d'actions, organisées à l'occasion des « vœux » et autres interventions publiques de la Macronie et de ses petits soldats, fait plaisir. On pense à la ministre de la Justice Nicole Belloubet, paniquée face aux avocatEs qui, à Caen, ont jeté, par dizaines, leurs robes au pied de son pupitre. On pense aussi à Sibyle Veil, ancienne condisciple de Macron à l'ENA et présidente de Radio France, muette lorsque le chœur de Radio France a interrompu ses vœux en chantant « le Chœur des esclaves » de l'opéra de Verdi *Nabucco*. Et l'on n'oublie pas non plus Benjamin Griveaux, dont la petite sauterie organisée dans un restaurant parisien a été perturbée par des grévistes et leurs soutiens.

Difficile également de ne pas se réjouir lorsque des coupures d'électricité touchent le Medef à Lyon, l'hôtel de police à Bordeaux ou des grands groupes du Cac 40, ou encore lorsque des manifestantEs pénètrent dans la cour du Conseil d'État, lorsque des professeurEs envahissent le « Salon Parcoursup » à la Villette ou lorsque tel ou tel parlementaire LREM est obligé de renoncer à une distribution de tracts ou à ouvrir sa permanence.

Évidemment, toutes ces actions ne peuvent remplacer la grève, les manifestations, les démonstrations de masse, l'arrêt de la production, qui sont les clés pour faire basculer le rapport de forces en notre faveur. Mais elles font partie intégrante de la mobilisation en cours contre la « réforme » des retraites de Macron et de son gouvernement, elles la font vivre, elles la rendent visible, et elles permettent aux grévistes et à leurs soutiens de se retrouver lors de moments souvent enthousiasmants, malgré la répression policière.

En outre, elles sont autant de messages envoyés aux capitalistes et aux politiciens à leur service. Afin qu'ils comprennent, eux qui ont l'habitude de se retrouver entre eux dans des salons feutrés et de faire des apparitions publiques soigneusement organisées, que nous avons les moyens de leur rendre la vie impossible. Afin qu'ils comprennent aussi, eux qui méprisent les salariéEs, qu'ils considèrent comme des « gens qui ne sont rien », que nous avons le pouvoir de les empêcher de se déplacer, d'organiser leurs grand-messes ou tout simplement de s'éclairer. Grèves, manifs, blocages, actions : on est là, même si vous ne le voulez pas, et on ne vous lâchera pas!

BIEN DIT

Chacune et chacun doit entendre l'appel des grévistes de la première heure à venir les rejoindre ou les relayer – et pas seulement les jours de manifestation. Chacune, chacun, doit pouvoir dire non au « chacun seul » universalisé, qui risque de devenir un « sauve-qui-peut général », et dont la générale pourrait surgir du Rassemblement national.

TRIBUNE D'UN COLLECTIF D'INTELLECTUELÉS, liberation.fr, 10 janvier 2020.

Le retrait provisoire de l'âge pivot n'est qu'une manipulation visant à faire avaler l'ensemble du projet de contre-réforme.

Opération d'enfumage

Le Premier ministre a d'ailleurs précisé qu'il y aura dans tous les cas un « âge d'équilibre ». Ce retrait hypothétique est donc un leurre, qui n'a d'ailleurs pas longtemps fait illusion tant la manœuvre est grossière. L'annonce de décisions par ordonnances, d'une procédure parlementaire accélérée, ne laisse pas le moindre doute sur les intentions du pouvoir de passer en force. La conférence sur le financement des retraites s'inscrit dans la même logique d'enfumage, puisqu'il s'agira pour les capitalistes de ne pas augmenter leur part dans le financement, ce qui signifie que ce seront les salariéEs qui devront payer.

En fixant à 14 % la part du PIB maximale allouée aux retraites, la réforme aboutira mécaniquement à une baisse des pensions et un allongement de la durée de cotisation. Faire baisser massivement nos retraites est bien l'objectif du patronat et du gouvernement pour offrir sur un plateau des dizaines de milliards d'euros aux assurances privées et fonds de pensions vers lesquels vont se tourner celles et ceux qui en ont les moyens. Les conflits d'intérêts entre le pouvoir et des groupes comme BlackRock en sont le révélateur!

Imposer le retrait total de la réforme

La retraite par points, c'est toujours travailler plus pour gagner moins. Les travailleurEs mobilisés depuis le 5 décembre exigent le retrait total de la contre-réforme, sans négociations ni amendements. Les taux de grève à la SNCF et la RATP, les mobilisations de ces derniers jours, montrent que cette mobilisation ne faiblit pas. La solidarité, notamment par le soutien aux caisses de grève, indique que l'adhésion au mouvement est majoritaire dans la population, ce que confirment les enquêtes d'opinion, même celles menées et publiées après les annonces de Philippe

Et on ira jusqu'au retrait!

Après avoir fait mine de s'y opposer, la direction de la CFTD crie victoire et prétend qu'il faut discuter avec le gouvernement pour « faire évoluer » une contre-réforme qui vise à nous faire perdre plusieurs centaines d'euros chaque mois sur nos pensions. Mais la ficelle est grosse et l'opération d'enfumage qui vise à désamorcer une mobilisation inédite des salariéEs pourrait bien être la dernière cartouche du gouvernement.

La nouvelle séquence de mobilisations sera sans doute déterminante.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

sur l'âge pivot. La fuite en avant répressive est aussi le signe d'un gouvernement en difficulté face à la ténacité, la détermination des grévistes.

Il faut le redire : il n'y a pas de problème de financement des retraites. Les richesses existent, et il faut aller les chercher dans les profits et l'évasion fiscale. C'est pourquoi nous continuons de revendiquer une retraite à taux plein à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles) pour toutes et tous après 35 années de cotisations ainsi qu'une augmentation des salaires de 300 euros et le SMIC à 1800 euros, avec l'égalité salariale entre hommes et femmes, ce qui

permettra au passage d'augmenter les cotisations.

Amplifier la mobilisation, c'est le moment

Les jours qui viennent vont être déterminants. À l'appel des organisations syndicales une nouvelle séquence de grèves et de mobilisations s'est déroulée les 14, 15 et 16 janvier, qui confirme le maintien d'une large opposition à la réforme et d'une volonté d'en découdre avec le gouvernement, sans se résigner et sans rentrer à la maison sans une victoire. Il s'agit de franchir un nouveau saut qualitatif. Il y a un enjeu majeur à l'amplification et l'extension de la grève, notamment dans le

privé, avec des secteurs stratégiques comme celui de l'énergie.

Il faut déployer l'ensemble de nos capacités de nuisance contre ce système : grèves, blocages, manifestations, actions dirigées contre les membres ou représentants du gouvernement... Gagner cette bataille c'est enfoncer un coin dans le monde de Macron. Cette victoire, nous en avons besoin non seulement pour mettre fin à plusieurs décennies de destruction de nos acquis sociaux, mais aussi pour redonner à notre camp social la confiance dans la force sociale et politique qu'il représente, dans sa capacité à porter une alternative au capitalisme.

RÉPRESSION

Violences policières, violences d'État

Une fois de plus, les dernières semaines ont été marquées par la multiplications des cas d'exactions policières.

Cédric Chouviat est mort dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 janvier, suite à une violente interpellation policière le vendredi. Comme toujours, les premières versions policières ont mis en avant la thèse du « malaise ». Mais très rapidement, les témoignages, les vidéos, et les résultats de l'autopsie, qui révèle « une manifestation asphyxique avec une fracture du larynx », indiquent que Cédric est une nouvelle victime de violences policières.

Techniques mortelles

Selon les témoignages, confortés par les vidéos, il aurait subi une clé

d'étranglement et/ou un plaquage ventral, écrasé au sol par quatre policiers, qui l'ont asphyxié. Des techniques policières malheureusement courantes en France, alors qu'elles sont interdites dans plusieurs pays européens. C'est le même type de violente interpellation qui avait provoqué la mort d'Adama Traoré en juillet 2016.

Les versions policières ont évolué, qui ont évoqué le fait qu'il téléphonait depuis son scooter, ou alors que sa plaque d'immatriculation était illisible car trop sale. Mais quel que soit le motif du contrôle policier, il apparaît, au vu des témoignages et

des vidéos, que c'est le fait que Cédric Chouviat a filmé son interpellation qui a énervé les policiers, alors que c'est son droit le plus strict, et qu'ils se sont sentis autorisés à le violenter, jusqu'à la mort.

Alors que Castaner, l'éborgneur en chef, évoque poliment, au sujet des circonstances de la mort de Cédric, « des questions légitimes, auxquelles des réponses devront être apportées en toute transparence », il apparaît évident que cette mort vient s'inscrire dans la longue liste des victimes de violences policières. Et il n'y a aucune confiance à avoir dans l'enquête qui va avoir lieu suite à l'ouverture d'une information judiciaire pour « homicide involontaire », confiée à une IGP dont la partialité n'est plus à démontrer.

Déchainement de violences le 9 janvier

Quelques jours plus tard, le jeudi 9 janvier, lors de la manifestation contre la « réforme » des retraites, c'est un énième déchainement de violences policières que nous avons subi, avec des scènes particulièrement insupportables à Paris, Nantes ou encore Toulouse. À un point tel que, le lendemain, *le Monde*, peu connu pour sa radicalité, publiait un éditorial dans lequel on pouvait lire : « La manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites, jeudi 9 janvier, a été émaillée à nouveau par ce qu'il faut bien appeler, sans s'encombrer de guillemets, des violences policières. Les multiples vidéos montrant des manifestants frappés au sol par des fonctionnaires, ou encore celle où l'on voit un agent tirant à bout portant au LBD – le parquet de Paris a ouvert une enquête sur ce geste extrêmement dangereux

Un monde à changer

L'INDÉCENCE DES PUISSANTS. Dans le monde capitaliste, les puissants, qu'ils soient patrons ou dirigeants politiques à leur service, n'hésitent pas à distribuer bons et mauvais points aux dominés et à leur enjoindre de se conformer aux normes qu'ils définissent.

Des gens dont les revenus dépassent les 10 000 euros par mois n'hésitent pas à qualifier de privilégiés ceux qui gagnent 5 à 7 fois moins. Et quand ces « moins que rien » se révoltent, ils sont sommés de le faire dans les règles : prévenir à l'avance, pas de « débordements », pas de « violences ». Et, surtout arrêter de protester quand cela dépasse quelques heures. Dans le mouvement contre la réforme des retraites, ces injonctions se sont multipliées. La protestation a d'abord été taxée d'inutile, voire de nuisible : pourquoi manifester et faire grève contre une réforme « juste » si ce n'est pour défendre des intérêts « catégoriels », ceux des bénéficiaires des régimes spéciaux ? Ensuite, comme la grève se poursuivait et bénéficiait de larges

soutiens, ça a été le chantage aux fêtes de fin d'année. Tout le monde aspire à des congés dans cette période mais, là, la bronca a été orchestrée par des gens qui ne sont jamais contraints à travailler ou d'astreinte les jours de fête contre des travailleurEs qui, précisément, conduisent trains et métros et réparent les lignes EDF. Maintenant est venue une autre étape : il y a eu « un bon compromis » et pour le reste « nous irons jusqu'au bout de la réforme » donc la grève est « inutile ». « Il faut savoir terminer une grève » a déclaré Édouard Philippe le 12 janvier. Ceux qui n'ont jamais fait une grève de leur vie donnent des leçons de stratégie de lutte ! Et, dans la même déclaration, le Premier ministre précisait : « Il faut parfois utiliser la force pour ramener l'ordre ». L'indécence des puissants est sans limite. Il s'agit de mettre en échec toutes les révoltes et d'enfermer les exploités dans le sentiment qu'il est impossible de changer les choses. Seules des luttes massives et ne respectant pas les « règles du jeu » pourront leur faire rendre gorge.

«CONFÉRENCE DE FINANCEMENT» Quand Berger négocie la forme et la couleur des chaînes

Une mise en scène bien réglée.

Acte 1 : À la veille de la reprise de la « concertation » sur le projet de loi de réforme des retraites, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, lance l'idée d'une « conférence de financement » pour assurer l'équilibre du système, au moment de la mise en place de la réforme « par points », en 2027. Le but de cette proposition est de faire disparaître du texte « l'âge pivot » (64 ans pour avoir une retraite complète) en explorant d'autres pistes.

Acte 2 : Le gouvernement affirme immédiatement son intérêt et organise une journée de « concertation » sur le sujet le 11 janvier.

Acte 3 : Le 12 janvier, Édouard Philippe annonce, dans un courrier aux « partenaires sociaux », le retrait provisoire de l'âge pivot, et l'organisation de la « conférence de financement ». Mais en prenant bien soin de fixer un cadre ne laissant aucune marge de manœuvre à la discussion.

La suite du scénario est connue

Acte 4 : La « conférence de financement » se déroulera pendant le débat parlementaire sur la loi et ses travaux devront être terminés avant



l'adoption définitive du texte définitif. Si « l'âge pivot » de 64 ans pour une retraite complète est suspendu, les « partenaires sociaux » devront imaginer d'autres propositions pour aboutir au même résultat et deux pistes sont d'emblée écartées : la baisse des pensions et... l'augmentation du « coût du travail », c'est-à-dire les cotisations sociales dites « patronales ».

C'est donc sur les salariéEs que pèsera, d'une façon ou d'une autre, la « mise à l'équilibre » : augmentation ou maintien de taxes payées par les salariéEs (comme la CRDS)

ou prolongation de la durée de travail. Si ce n'est pas sous la forme de « l'âge pivot », ce sera sous celle de l'allongement de la durée de cotisation, comme le préconisait Macron au mois d'août.

Acte 5 : Au terme de la conférence, le pouvoir reprendra de toute façon la main et fera passer sous forme d'ordonnances les résultats de celle-ci (s'il en est satisfait), ou alors, constatant l'absence d'accord entre « partenaires sociaux », imposera la solution qui lui convient, l'âge pivot par exemple ! C'est la méthode déjà utilisée avec

succès lors des négociations sur l'assurance chômage...

Un avant-goût de la suite ?

La formule « Si l'on rétablissait l'esclavage, Berger négocierait le poids des chaînes » a fait fortune. Mais avec la « conférence de financement », ce n'est pas même le « poids des chaînes » sur les salariéEs que Berger et ses comparses « réformistes » s'approprient à négocier ; celui-ci ayant été fixé par le gouvernement, c'est tout au plus leur forme et leur couleur...

Cette pitoyable pantalonnade n'a d'autre but que de tenter d'affaiblir la grève et le soutien dont elle bénéficie au moment où elle s'ancre dans la durée. Elle mérite néanmoins qu'on lui prête attention, car la méthode mise en place le gouvernement est en réalité celle qui sera instaurée de manière définitive dans la future « retraite par points » si elle est adoptée.

Celle-ci met en place un système de pilotage automatique, garantissant un équilibre financier du système par une « règle d'or », dont « l'âge pivot » reste un des leviers fondamentaux. Le pouvoir en aura le contrôle, le rôle des « partenaires sociaux » se limitant à proposer les solutions susceptibles de garantir cet équilibre dans le cadre fixé. La « conférence de financement » est l'avant-goût grandeur nature du « pilotage » qu'entend imposer la réforme Macron. Une raison de plus de la combattre et d'imposer son retrait.

Jean-Claude Delavigne

« suffiraient à révolter n'importe quel citoyen. »

De son côté, le jeune collectif Reporters en colère dénonce la multiplication des exactions contre les journalistes qui couvrent les manifestations, qu'il s'agisse des interpellations ou des violences physiques, avec des dizaines de cas documentés au cours des dernières semaines.

« Ça s'appelle des violences policières »

La situation est telle que plusieurs membres du gouvernement et de la majorité ont été contraints d'admettre, parfois à demi-mots, qu'il s'agissait bien de « violences policières », à l'image de Benjamin Griveaux, candidat à la mairie de Paris, le 13 janvier sur France Inter : « Ça s'appelle des violences policières ». Mais bien évidemment, du côté de la Macronie, nul n'admet le caractère systémique

de ces violences, et l'on parle donc de mauvais comportements individuels, de « dérapages », etc., à l'instar d'Édouard Philippe lors de son passage au 20 heures de France 2 le 12 janvier : « Il faut parfois utiliser la force pour amener l'ordre. Mais quand il en est fait un usage disproportionné, alors il doit y avoir enquête, et sanction le cas échéant. »

La multiplication des cas d'exactions policières n'est pas une coïncidence, elle est le fruit d'une politique d'État. Au côté des victimes, de leurs familles, de leurs proches, nous le disons et le répétons : il est grand temps d'en finir avec les violences et l'impunité policières, encouragées par le pouvoir en place et sa gouvernance autoritaire. La responsabilité de Macron, Castaner et Cie, est engagée, et nous ne l'oublions pas : pour Cédric, comme pour tous les autres, justice doit être faite !

Julien Salingue

LA FOLIE DES OBJETS CONNECTÉS



Le chiffre

17 000

C'est, selon un article publié par Bastamag le 13 janvier, le nombre de conseils d'administration d'entreprises, à travers le monde, dans lesquels le fonds d'investissement BlackRock est présent. On comprend mieux pourquoi le groupe a l'oreille de la Macronie...



Agenda

Jeudi 16 janvier, manifestation pour les retraites. À Paris, départ de Montparnasse en direction de place d'Italie à 13 h 30.

Vendredi 17 janvier, soirée de soutien aux grévistes d'Ibis - CLAQ ton Accor, Paris 18^e. À 19 h au Garage Mu, 45, rue Léon.

Samedi 18 janvier, manifestation des Gilets jaunes Acte 62.

Mardi 21 janvier, les trente ans de Là-bas si j'y suis, Paris 19^e. À 19 h au Centquatre, 104, rue d'Aubervilliers, métro Riquet ou Marx-Dormoy.

Mercredi 22 janvier, rencontre avec Saïd Bouamama, Paris 20^e. À 19 h au Foyer Bisson, 15, rue Bisson, métro Couronnes ou Belleville. Organisé par 20^e solidaire avec toutes les migrantEs.

Vendredi 24 janvier, soirée concerts en soutien à la caisse de grève des écoles, Paris 18^e. À 19 h, au Shakirail, 72, rue Riquet, métro Marx-Dormoy.

Samedi 25 janvier, rassemblement « Pas de guerre contre l'Iran ! », Paris. À 14 h, Fontaine des innocents, métro Les Halles.

NO COMMENT

J'irai à Davos pour militer pour un capitalisme responsable.

MURIEL PÉNICAUD, LCI, 12 janvier 2020.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉPRESSION Soutien aux prisonniers politiques basques

Samedi 11 janvier, deux manifestations se sont tenues en Pays basque, une au nord à Bayonne avec 10 000 personnes, une au sud à Bilbao avec 70 000 personnes environ.

C'était une nouvelle mobilisation importante pour soutenir les prisonniers politiques basques comme pour avancer dans un processus de paix qui n'avance pas, bloqué par les États espagnols comme français.



Vengeance d'État

Il y a d'abord l'urgence humanitaire, pour des militantEs basques enfermés depuis longtemps, jusqu'à 30 ans pour quatre d'entre eux, certains étant gravement malades, la plupart étant éloignés du Pays basque, volontairement éparpillés dans les prisons françaises (68) ou espagnoles (175), parfois à des centaines de kilomètres, rendant très compliquées les visites de leurs familles et proches.

Sous la pression de la mobilisation, des décisions de justice commencent à aller dans le bon sens, en rapprochant certains prisonniers et en acceptant des mesures de libération conditionnelle, les peines de sécurité étant dépassées depuis longtemps (10 ans pour quelques-uns). Mais l'État français (parquet) s'y oppose et empêche ainsi les libérations effectives.

Devant le coût humain de la lutte armée, se trouvant piégés dans une voix sans issue, les militantEs indépendantistes avaient accepté le désarmement, amorçant ainsi un processus de paix pour aller vers une solution politique. Sauf que du côté des États, c'est l'inertie, des paroles comme celles de Macron récemment semblent aller dans le bon sens mais en réalité il n'en est rien, c'est l'intransigeance et la vengeance d'État qui demeurent.

Faire pression sur le pouvoir

Alors bien sûr, pour les familles, pour les collectifs militants basques comme les « Artisans de la Paix » ou « Bake Bidea », il n'est pas question d'abandonner même si, par moments, il peut y avoir du découragement. Pour faire respecter les droits des prisonniers politiques, pour leur rapprochement, pour leur libération immédiate (d'abord pour les malades), pour faire bouger les choses, c'est la lutte déterminée de la population qui est primordiale.

Dans ce contexte difficile, les manifestations réussies de samedi ne peuvent que redonner de l'espoir, peut-être un nouvel élan et en remettant la pression sur le pouvoir. En participant à la manifestation de Bayonne, il s'agissait pour le NPA de montrer toute notre solidarité envers les prisonniers politiques basques, notre soutien des revendications de la mobilisation et au fond de rappeler l'importance de défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Philippe Poutou

ÉCOLOGIE Que peut-on attendre de la « Convention citoyenne pour le climat » ?

Vendredi 10 janvier, Macron était auditionné par la Convention citoyenne pour le climat (CCC). Lancée en avril 2019, la CCC est d'abord pour lui une opération de communication sur deux terrains sensibles : la démocratie, pour répondre en particulier aux Gilets jaunes, et le changement climatique, pour masquer sa politique réelle. Cependant la question de l'élaboration démocratique d'un plan de mesures sociales et écologiques est posée au mouvement social¹, il est donc intéressant de se pencher sur les travaux de la CCC.

En place depuis début octobre, la CCC doit se conclure le 4 avril. Elle regroupe 150 personnes tirées au sort pour proposer des mesures en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2040. Indépendamment de la volonté et de l'engagement des participantEs, la construction et le fonctionnement de la CCC déterminent les propositions que l'on peut en attendre.

Arrogance et culpabilisation

La CCC est encadrée par un comité de gouvernance chargé de « superviser la mise en œuvre et les méthodes de travail de la Convention ». Parmi les douze membres on trouve Catherine Tissot-Colle, cadre dirigeante d'Eramet, multinationale de l'extraction minière responsable de plusieurs scandales écologiques dans le monde : un flagrant délit de conflit d'intérêts !

La sélection et la formulation de l'intitulé des cinq groupes de travail – Se nourrir, Se loger, Travailler et produire, Se déplacer, Consommer – scellent le parti-pris de renvoyer la question du climat à la responsabilité individuelle de chacunE. C'est ce que fait Macron quand il reprend la « merveilleuse métaphore du colibri », ou quand il assène : « Chaque citoyen a une part à faire. Par ses comportements et sa consommation, par des gestes de responsabilité. Il faut adopter

des comportements de frugalité énergétique et de discipline. »

Au-delà de l'arrogance et de la culpabilisation insupportables, ce choix permet surtout d'exclure toute mise en cause des groupes capitalistes de l'énergie, de l'agriculture industrielle, du transport... Il n'y a pas de groupe sur l'énergie, ce qui n'empêche pas Macron de clamer « On peut aimer, ne pas aimer, mais le nucléaire est mieux-disant en émissions de gaz à effet de serre que les énergies fossiles. » Lui, il aime le nucléaire !

Mais même dans ce contexte, il est impossible à Macron d'échapper à des questions précises qui fâchent comme celles du CETA, de l'interdiction du plastique, de l'injustice

sociale de la taxe carbone... ou à la question de fond incontournable : « Le système économique actuel, incitant à produire et consommer toujours plus, est-il compatible avec la transition écologique ? »

Filtre ou piège ?

« Plus vos propositions seront sans filtre, plus elles seront prises en compte sans filtre. Il faut expliquer comment on les met en œuvre et comment on les finance » dit Macron. C'est un piège redoutable que de demander à des participantEs, dans un cadre contraint, sans temps ni formation contradictoire, de formuler des mesures précises et contraignantes... La conclusion s'impose : « Si ce sont

juste des idées ou des convictions, elles devront être mises en musique par d'autres ». Traduction : « Cause toujours, c'est moi qui décide ! »

En pleine mobilisation sur les retraites, Macron veut « faire sortir la colère de la rue ». Pourtant ce sont bien la colère des jeunes et des peuples, les mobilisations dans les rues du monde entier qui imposeront les mesures radicales indispensables pour enrayer la catastrophe climatique et imposer la justice sociale et climatique.

Commission nationale écologie

1 – Voir la proposition de « Conventions de citoyens » par Sciences citoyennes : <https://sciencescitoyennes.org/wp-content/uploads/2017/09/SciencesCitoyennes-CdC.pdf>

ARRÊTS DE TRAVAIL EN LIGNE En Marche vers l'ubérisation de la santé !

Le site arretmaladie.fr promet de fournir, en trois clics et pour 25 euros, un arrêt de travail de trois jours maximum ! Attendre un rendez-vous dans un cabinet, passer la nuit aux urgences... C'est fini. Mais voir un médecin aussi...

Un questionnaire en ligne, une courte vidéo avec un médecin, dont on a bien compris que la préoccupation principale n'était pas de soigner, mais de vendre un arrêt de travail, c'est la promesse de ce site. Avec de fortes chances que la « consultation » ne soit pas remboursable ! Comme le révèle le *Quotidien du médecin*, le site est « édité par une société allemande » dont le patron n'est pas médecin mais... avocat. Fureur de la Sécurité sociale qui engage un référé, qu'elle n'est pas sûre de gagner.

Informatisation de la médecine

Télé-médecine, dossier médical partagé, transmission des arrêts de travail par internet, prise de rendez-vous en ligne, base de données de santé : l'informatisation de la médecine progresse à grand pas. Pour le meilleur ou pour le pire ? Ainsi Doctolib, une société privée de prise de rendez-vous en ligne. Du temps gagné ? Oui, mais aussi des économies sur le salaire des secrétaires pour médecins et hôpitaux... Et surtout, à l'heure du croisement



des données numériques, on pense à l'affaire Cambridge Analytica avec Facebook, une gigantesque base de données privée, qui conservera en mémoire que vous êtes allé voir un psychiatre à 20 ans, ou que toutes vos sœurs ont des rendez-vous chez un spécialiste du cancer du sein. Voilà qui pourrait intéresser bien des assurances et des mutuelles.

Monétisation des données de santé

Intelligence artificielle pour la santé rime avec GAFA : Google, Amazon,

Facebook, Apple. Et pour les États-Unis et la Chine, les bases de données de santé vont devenir des éléments stratégiques de l'économie mondiale du 21^e siècle. Il y a quelques mois, le *Wall Street Journal* révélait l'affaire Nightingale. Un accord secret entre Google et 150 hôpitaux US, pour amasser les données de santé personnelles de millions d'États-unienEs, sans leur consentement et sans les en informer. Le tout en toute légalité. Alors pour la France de Macron, il faut rester dans la course et lever le contrôle public sur ces

données profitables. Ainsi, la France vient de lancer le Health Data Hub, qui rassemblera les bases de données médicales de l'assurance maladie, des hôpitaux, de la médecine de ville. Elle autorisera les recherches publiques, mais aussi privées, et sera stockée sur le cloud de Microsoft. Et donc soumis au Cloud Act, une loi étatsunienne qui permet aux États-Unis de perquisitionner des données lorsqu'elles sont hébergées par une entreprise US. Favoriser la monétisation des données de santé, plutôt que la recherche publique pour la santé, voilà qui explique les choix qui ont présidé à l'organisation de cette gigantesque base de données médicales.

Utopie marchande

Comme souvent sous le capitalisme, les progrès – réels, quand on pense télé-expertise, travail en réseau, données de santé publiques – servent surtout à la marchandisation et à l'ubérisation, au contrôle des dépenses, à la monétisation des données de santé, synonyme de déshumanisation, de médecine à deux vitesses, de menace sur le secret médical. L'utopie marchande nous dit que l'informatisation et la monétisation des données de santé sont notre avenir radieux. Réaffirmons, à l'heure de l'épidémie de diabète, de cancer et de pathologies environnementales, que c'est du côté de l'amélioration des conditions de vie, de travail, d'alimentation, que se trouve le moyen d'avancer vers une meilleure santé pour tous.

Frank Cantaloup

Il s'agit sans aucun doute d'un événement historique qui se produit également dans le contexte d'une crise de régime: crise socio-économique (qui est le résultat des mesures d'austérité initiées par José Luis Rodríguez Zapatero en mai 2010 et l'irruption du 15M en 2011, ce qui a conduit à l'une des sociétés les plus inégalitaires et les plus précaires au sein de l'UE); crise institutionnelle (avec un gouvernement des juges, une crise du système de représentation politique et une monarchie de plus en plus contestée); et crise sur le terrain national-territorial, qui ne concerne pas seulement la Catalogne et qui a également mis en lumière l'Espagne vide [une vaste partie du territoire fait face à un fort dépeuplement].

La crise structurelle est toujours là

Nous entrons donc dans une nouvelle phase où l'investiture du nouveau président du gouvernement ne garantit en aucune manière la gouvernabilité d'un régime qui continue à affronter une crise structurelle, non seulement au niveau de l'État mais aussi de l'UE. Il aspire tout au plus à contrecarrer une partie des coupes sociales appliquées dans le passé récent, mais dans le cadre des restrictions imposées par l'article 135 de la Constitution, déjà rappelées et précisées par la Commission européenne pour 2020, c'est-à-dire une réduction du déficit de 0,65 % du PIB, soit quelque 8 milliards d'euros. Une réduction qu'il essaiera de compenser avec une réforme fiscale qui continuera sans atteindre toutefois la moyenne d'imposition européenne et, principalement, avec des mesures progressistes sur d'autres terrains comme celui des droits et libertés civiles (abrogation de la loi bâillon, euthanasie, mémoire historique, contre la violence machiste). À quoi s'ajouteront une timide transition

ÉTAT ESPAGNOL Nouveau gouvernement, instabilité maintenue

Dans un climat de tension croissante au sein d'un parlement très fragmenté (avec 10 groupes parlementaires et 22 partis), le leader du PSOE, Pedro Sánchez, a réussi, grâce à un second vote très serré (167 voix contre 165 et 18 abstentions) à être investi [le 7 janvier] comme président du premier gouvernement de coalition de l'histoire de la démocratie post-franquiste qui, jusqu'à présent, reposait sur l'alternance bipartitane.



énergétique et une disponibilité pour « canaliser » le conflit catalan au moyen du dialogue. Cependant, malgré la modération réaffirmée par Pedro Sánchez dans ses dernières interventions, le problème fondamental est qu'il se trouve face à une droite qui est principalement d'origine franquiste et a une conception patrimoniale du régime. Cela explique sa crainte qu'une réforme, même partielle, du régime portant sur ce qui est l'un de ses dogmes intouchables – l'unité de l'Espagne, comprise comme la seule nation au sein d'un État dont les frontières sont inviolables – ouvre la boîte de Pandore de la réforme constitutionnelle et y compris un processus constituant dans lequel des

pilliers fondamentaux tels que la monarchie et les enclaves autonomitaires héritées de la dictature soient remis en question.

Menace d'un coup d'État constitutionnel

Ainsi, malgré la modération de ce nouveau gouvernement, il faudra se préparer à répondre à la stratégie de tension que le bloc réactionnaire apprend rapidement, celle du nouveau coup d'État constitutionnel (comme nous le voyons déjà avec la tentative de disqualification du président de la Generalitat), une stratégie qui se répand en Amérique latine ces derniers temps et qui conduit maintenant à considérer le nouveau gouvernement comme « illégitime ».

Nous devons faire appel – comme cela se fait déjà depuis la mobilisation (grève générale) annoncée le 30 janvier au Pays basque – à l'urgence de rouvrir un nouveau cycle de luttes qui mette à l'ordre du jour un agenda social, écologique, féministe, antiraciste et solidaire entre nos peuples et qui dépasse les limites systémiques que Sánchez lui-même assumera dès le premier jour; un agenda qui, en même temps, ne renonce pas à la revendication de libération des prisonniers politiques et à désobéir face aux lois et aux sentences judiciaires qui attaquent nos droits et libertés.

Toutes ces tâches doivent aller de concert et être étayées par la reconstruction d'une gauche qui ne se subordonne pas au nouveau gouvernement et réaffirme la nécessité de continuer à parier sur un projet qui rompt avec ce régime et avec les règles du néolibéralisme mondial. Bref, face à la menace d'un coup d'État constitutionnel avec lequel cette nouvelle phase a débuté, il n'y a pas de place pour la modération. Bien au contraire, il faudra construire un bloc social des classes populaires qui soit disposé à s'orienter vers un processus destituant d'un régime au sein duquel on verra à nouveau apparaître des forces qui ne sont même pas disposées à permettre les timides réformes promises.

Jaime Pastor

AMAZONIE Dévastation de l'environnement et attaques contre les peuples indigènes

L'une des caractéristiques les plus frappantes de la première année du gouvernement de Jair Bolsonaro a été sa politique « anti-environnementale », qui s'est d'ailleurs exprimée dans la presse internationale suite aux propos insensés tenus par le président de la République et son ministre de l'Environnement, Ricardo Salles.

Cette politique s'est manifestée à l'occasion de nombreux scandales, tels que l'augmentation de la déforestation et des brûlis dans la forêt amazonienne, ainsi que des attaques contre les peuples indigènes (amérindiens), illustrées par l'assassinat de dirigeants amérindiens, comme ceux appartenant aux peuples Guajajara (dans l'État de Maranhão) et Waiãpi (dans l'État d'Amapá). Le nombre d'assassinats de membres des peuples indigènes est le plus élevé des 11 dernières années, avec 7 dirigeants assassinés [en 2019] sur ordre du Capital.



Les attaques contre l'environnement amazonien et les peuples indigènes ont commencé dès le premier jour du gouvernement Bolsonaro, avec la tentative de suppression du ministère de l'Environnement [MMA], mesure à laquelle Bolsonaro a dû renoncer en raison de son retentissement plus que négatif. Comme il ne pouvait pas simplement supprimer le MMA, il a choisi de le mettre à la disposition des intérêts du latifundium et de l'agrobusiness. [...] [On a assisté à une] réduction de 24% du budget de l'IBAMA [Institut brésilien de l'environnement et des

ressources naturelles renouvelables] pour l'année 2019 et, à hauteur de 34 %, des amendes infligées par l'agence publique aux responsables de la déforestation. [...] Cette politique de mort et de destruction s'est également traduite par la permission irresponsable donnée par le ministère de l'Agriculture de déverser massivement des pesticides. Au cours du seul premier semestre de 2019, 239 nouveaux pesticides ont été autorisés par le gouvernement, dont au moins 14 substances interdites dans d'autres pays.

« Pas un millimètre de terre pour les indigènes »

En ce qui concerne la question indigène, il faut souligner que le gouvernement est radicalement opposé à la démarcation (délimitation) des terres indigènes et ses intentions, exprimées à plusieurs reprises tout au long de l'année, ne sont autres que de permettre l'exploitation minière sur ces terres. Bolsonaro a tenté, mais a heureusement été battu à deux reprises (une fois devant Tribunal suprême fédéral et une fois par la Chambre fédérale) sur son projet de retirer à la FUNAI [Fondation nationale de l'Indien] l'attribution de la délimitation des terres indigènes et de la transmettre au ministère de l'Agriculture. Cependant, comme Bolsonaro l'a dit lui-même à maintes reprises, avec son gouvernement il n'y aura pas un millimètre de terre pour les indigènes (Amérindiens). [...]

Toutes ces attaques visent à établir un nouveau niveau d'exploitation de la nature, incompatible avec l'existence des peuples indigènes et la préservation de la forêt, de l'eau et de la terre dans l'une des biomasses terrestres les plus importantes. Bolsonaro veut transformer les Amérindiens en « entrepreneurs » et les ressources naturelles encore préservées en marchandises disponibles pour la prédation capitaliste.

Will Mota

Version intégrale sur <https://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-amazonie-sous-le-gouvernement-bolsonaro-devastation-de-l'environnement-et-attaques-contre-les-peuples-indigenes.html>

AUTRICHE Alliance entre Conservateurs et... Verts

Les élections du 29 septembre 2019 ont désigné deux nets vainqueurs. D'une part le Parti conservateur (ÖVP: Parti populaire autrichien) avec 37,5% des voix et d'autre part le Parti vert (Grüne Partei) avec 14% (+10,1%). Les sociaux-démocrates (SPÖ: Parti social-démocrate d'Autriche) ont reculé à 21,2% (-5,7%), comme la droite xénophobe du FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche), qui est tombée à 16,2% (-9,8%).

Deux ans auparavant seulement, le Parti vert avait subi une défaite douloureuse. Cette fois, porté par la vague du mouvement pour le climat, il a bénéficié d'une progression considérable. Le score des conservateurs du Parti populaire est l'expression d'une véritable hégémonie conservatrice dans le pays. Mais l'ÖVP profite aussi de la saignée subie par le FPÖ, formation nationale-populiste et post-fasciste, qui paye ainsi l'addition du scandale de corruption qui a touché sa direction, tout en arrivant à se stabiliser à un niveau important. La défaite du SPÖ est cuisante, puisque le Parti social-démocrate obtient son pire résultat depuis cinq décennies.

Impératif de compétitivité

Après trois mois de négociations pour former une coalition, les dirigeants Sebastian Kurz (ÖVP) et Werner Kogler (les Verts), ont présenté le programme de cet attelage le 2 janvier. La classe dirigeante, à travers ce programme, signifie clairement qu'elle veut soumettre tous les secteurs de la société à l'impératif de la compétitivité des entreprises exportatrices. Le nouveau gouvernement ne touchera à aucune des mesures antisociales et racistes du gouvernement ÖVP-FPÖ de 2017-2019. Le programme de gouvernement poursuit une politique d'asile inhumaine et la migration est aussi subordonnée à l'impératif de la compétitivité. L'exécutif ÖVP-Verts veut baisser de manière significative les impôts sur le revenu et sur les bénéfices des entreprises. Le taux d'imposition maximal des millionnaires doit être revu à la baisse. La seule réduction de la fiscalité des entreprises amènera une diminution de 2 milliards d'euros des rentrées fiscales. En même temps, ce gouvernement entend respecter la règle du zéro déficit et a pour objectif de ramener à moins de 60% du Produit intérieur brut la dette publique, soit en dessous de la norme fixée par l'Union européenne.

Enfumage écologique

Les médias et le Parti vert ont propagé l'idée que le programme gouvernemental contenait tout de même des avancées vers la réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est faux et cela revient à tromper l'opinion publique. Le texte gouvernemental ne se prononce pas sur les grands projets fossiles en cours, comme l'agrandissement de l'aéroport de Vienne-Schwechat ou divers projets autoroutiers. Le chancelier Kurz a souligné que tous ces projets seraient réalisés. Un choix qui pèse d'autant plus lourd que l'on a appris que les émissions de CO₂ du trafic routier avaient de nouveau augmenté en 2019, et cela pour la cinquième année de suite. Le programme veut que la production d'énergie provienne totalement des énergies renouvelables jusqu'en 2030. Il postule même pompeusement qu'à partir de 2040 l'Autriche sera neutre sur le plan des émissions de gaz à effet de serre. Mais comme il ne mentionne pas une seule mesure concrète pour y arriver, ces passages ne sont que des béquilles pour la propagande des Verts. Les Verts ne sont pas un parti œuvrant pour la protection du climat, mais un parti libéral soutenant la compétitivité des multinationales autrichiennes. Les mobilisations du mouvement pour le climat ont entraîné le succès électoral du Parti vert, sans qu'il y contribue lui-même. Entré au gouvernement, il mène une politique contre des acquis sociaux à défendre et utilise la protection du climat comme une pure opportunité de propagande. L'alternative est claire: il s'agit de construire une opposition large, au niveau de la société, à ce gouvernement et un puissant mouvement pour la protection du climat, un mouvement capable d'imposer des mesures réelles.

Christian Zeller

Article publié dans le n°361 (9 janvier) de *solidarités* (Suisse)

PAR OÙ RECOMMENCER ?

Extrait de la préface à la réédition de « *Stratégie et parti* » (les *Prairies ordinaires*, 2016).

Si, en 1901, Lénine pouvait faire paraître un texte intitulé « *par où commencer ?* », dans un contexte russe où il s'agissait de créer une organisation unifiant les multiples foyers socialistes, la question qui donne sens à l'œuvre de Daniel Bensaïd – surtout à partir des années 1980 – serait plutôt la suivante : comment et par où recommencer ?

« On recommence toujours par le milieu »

Rien ne lui est en effet plus étranger que l'illusion d'un commencement absolu, qui ne saurait aboutir qu'à rejouer en toute inconscience des débats anciens et à faire passer pour neufs des arguments usés jusqu'à la corde. Recommencer et faire du neuf suppose donc en premier lieu de se réapproprier les débats stratégiques qui ont parcouru le mouvement ouvrier depuis les années 1830, de revenir sur les séquences révolutionnaires passées (sans négliger les périodes de faible conflictualité sociale et de basse intensité politique), en somme de construire une mémoire stratégique. C'est pourquoi Daniel Bensaïd s'est constamment efforcé, y compris dans ses textes les plus conjoncturels, sinon strictement tactiques, et dans les séances de formation qu'il a animées jusqu'à sa mort, de situer les enjeux de toute discussion dans l'histoire longue de la gauche, du mouvement ouvrier et des débats stratégiques qui les ont traversés. Citant Deleuze, il aimait rappeler que l'on « *recommence toujours par le milieu* ». La quête est vaine d'un commencement absolu : non seulement il est impossible de reprendre la route, vierge de toutes les expériences passées, mais vouloir le faire, c'est se condamner à ne rien apprendre, sinon à persister dans l'erreur. Il est tout aussi vain de prétendre se dresser sur les épaules des mouvements passés, dans une continuité qui nous épargnerait tout effort de reprise. Nulle illusion, chez Daniel Bensaïd, de cumulativité de la pensée politique et de

la réflexion stratégique : les bilans sont toujours à refaire et l'étude du passé ne préserve en rien des pièges tendus par la conjoncture. Les décisions et initiatives politiques ne sauraient se fonder sur une science de l'Histoire dont le Parti serait le dépositaire incontestable, mais relèvent d'un « art stratégique », fait de paris raisonnés et d'alliances conjoncturelles dans un contexte d'incertitude irréductible.

Au croisement de la théorie et de la pratique

« Recommencer par le milieu », c'est donc cheminer sur cette ligne de crête définie, négativement, par le refus du ressassement comme de la table rase et, positivement, par la volonté de trouver un point d'ancrage stratégique, au croisement de la théorie et de la pratique. Or, cela suppose pour Daniel Bensaïd de remettre sur le métier une tradition politique, celle du mouvement communiste, en la soumettant à deux questionnements distincts : comment rendre compte des défaites et des échecs, des errements et des déroutés, de cette tradition au 20^e siècle ? Et comment faire face aux défis nouveaux que lui imposent les transformations du capitalisme ? Daniel Bensaïd n'est pas le seul à s'être saisi de ce problème du recommencement. Alain Badiou, Jacques Rancière, Toni Negri, John Holloway, Slavoj Žižek, Alvaro Garcia Linera ou le Comité invisible, ont, chacun à sa manière, tenté d'y répondre. Mais l'originalité de Bensaïd, du moins par rapport à Badiou et Rancière, c'est de penser stratégiquement la possibilité d'un recommencement communiste, à partir des nouvelles expériences de lutte qui marquent les années 1990 et, plus largement, du cycle de politisation et de radicalisation qui s'ouvre alors. Et ce qui le distingue de presque toutes les figures citées plus haut, c'est qu'il prend au sérieux les médiations organisationnelles et militantes à travers lesquelles pourrait s'opérer la relance du débat stratégique : celui-ci ne saurait se résumer à un commentaire stérile de l'actualité, mais doit déboucher sur une pratique politique. Parmi ces médiations, Daniel Bensaïd n'a jamais cessé d'insister sur le rôle irremplaçable, pour toute politique d'émancipation, du parti – sans

claire pour autant les questions des formes, des objectifs et de la délimitation stratégique de celui-ci –, à rebours du bruit de fond qui, depuis les années 1980, prédit ou désire le déclin, sinon la disparition, de la « forme-parti ».

Agir pour (donner à) penser la réalité

C'est dans ce cadre collectif, à la fois courant politique organisé au niveau international et tradition théorique, que s'est inscrite la démarche de Daniel Bensaïd, des années 1960 jusqu'à sa mort le 12 janvier 2010. Alors que l'appartenance à une organisation et le militantisme sont généralement considérés comme l'expression ou la cause d'un renoncement à toute autonomie intellectuelle, ils ont au contraire constitué pour lui la condition de possibilité de l'élaboration stratégique : penser stratégiquement signifiait et supposait d'être embarqué politiquement dans le cours de l'histoire, non en tant que commentateur détaché ou « compagnon de route » (signant des pétitions ou rédigeant des appels), mais comme militant contribuant à l'effort d'organisation des opprimés et à leurs luttes, contraint à ce titre de se poser sans cesse des questions d'orientation et d'affronter les problèmes associés à la construction d'organisations. Daniel Bensaïd n'a donc jamais conçu ses interventions théoriques comme le supplément d'âme de sa pratique de militant et de dirigeant politique, comme un moyen commode de justifier rétrospectivement les décisions prises par l'organisation dont il était membre, ou encore comme un exercice purement intellectuel, hors du chaos de l'histoire. Au contraire, sa pensée stratégique s'est construite dans un rapport d'interdépendance étroite entre théorie et pratique : agir pour (donner à) penser une réalité en mouvement et conflictuelle, mais aussi pour que cette pensée engage et ne se résume pas à un jeu gratuit ; penser pour agir en étant capable de discerner un champ de bataille et de mesurer les forces en présence, sans demeurer soumis aux soubresauts de la conjoncture politique et aux effets de mode intellectuelle. *Ugo Palheta et Julien Salingue*



DANIEL BENSAÏD

PENSEUR ET MILITANT

Il y a 10 ans, le 12 janvier 2010, Daniel Bensaïd nous quittait. Hommage avec la publication de quelques textes, loin de résumer l'ensemble de son œuvre qui peuvent donner envie de le (re)lire. L'ensemble de ces textes (et bien plus) est disponible sur <http://danielbensaid.org/>.

« QUE SIGNIFIE ENCORE ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE AU SEUIL DU 21^e SIÈCLE ? »

Extrait de Daniel Bensaïd, « *Moment utopique et refondation stratégique* » (2006).

Une séquence historique s'est incontestablement achevée dans la dernière décennie du siècle précédent, mais laquelle ? Celle du court 20^e siècle ? Ou celle du paradigme de la modernité politique tel qu'il s'est constitué à partir du 17^e siècle par la combinaison des notions de souveraineté, de citoyenneté, de territoires, de frontière, de capitale, de peuple, de guerres nationales, de droit international interétatique, etc. ? Toutes ces catégories sont mises

à l'épreuve par les bouleversements de la mondialisation. L'idée même de révolution, solidaire de la sémantique des temps historiques et des idéologies du progrès qui ont prévalu à partir de la révolution, ne saurait en sortir indemne.

Éclipse de la raison stratégique

Que signifie encore être révolutionnaire au seuil du 21^e siècle ? La question est souvent posée. L'idée de révolution garde d'abord le sens d'un horizon régulateur ou d'un mythe mobilisateur : sans la conviction qu'un autre monde (d'autres mondes) est (sont) possibles, ne resteraient que la résignation à l'état des choses existant, un réformisme sans réformes et une politique

du moindre mal qui s'est souvent révélée être le plus court chemin vers le pire. Le contenu social dont elle s'est chargée au fil des grandes luttes et révolutions des 19^e et 20^e siècles est ensuite plus que jamais actuel : une transformation radicale des rapports de pouvoir et de propriété. Ce qui est devenu plus incertain, c'est son contenu stratégique : comment changer le monde dans les conditions concrètes actuelles sans répéter les déconvenues des thermidors bureaucratiques ? Depuis le coup d'État au Chili, les lendemains amers de la Révolution culturelle chinoise, des luttes de libération indochinoise, des révolutions en Amérique centrale, le débat stratégique au sein de la gauche est tombé à son degré

zéro et la raison stratégique a connu une éclipse durable. Les discours radicaux des dernières décennies oscillant, pour ne pas céder à la fatalité du nouvel ordre libéral, entre un impératif catégorique de résistance et de fidélité (« Continuer ! ») et une théologie du miracle événementiel en sont la traduction philosophique. Ce n'est certainement pas une raison suffisante pour faire table rase des enseignements des révolutions et contre-révolutions passées. Elles ont toutes montré qu'un droit nouveau ne se déduit pas, sans rupture de continuité, du droit ancien. Un changement radical des rapports sociaux passe nécessairement par l'exercice d'un pouvoir constituant, donc par une suspension de la norme

juridique en vigueur et par une phase d'état d'exception. [...]

Pluralité de temps et d'espaces

La notion même de stratégie révolutionnaire articule une pluralité de temps et d'espaces, l'histoire et l'événement, l'acte et le processus, le moment décisif de la prise de pouvoir et le développement de « la révolution en permanence », dont le concept résume l'inscription dans la durée et l'élargissement dans l'espace du changement social et culturel. Les révolutions du 20^e siècle ont dégagé de grandes figures (ou hypothèses) stratégiques. Celle de la grève générale insurrectionnelle inspirée par la Commune de Paris et par l'insurrection

d'Octobre, comme affrontement de dénouement rapide avec pour enjeu central la prise de contrôle d'une capitale et des centres du pouvoir étatique. Celle de la guerre populaire prolongée inspirée des révolutions chinoise et vietnamienne, impliquant un double pouvoir territorial et des zones libérées auto-administrées. De la révolution allemande à la révolution nicaraguayenne, en passant par la guerre civile espagnole, les guerres de libération nationale, ou la révolution cubaine, les expériences du 20^e siècle présentent une combinaison variable de ces grandes caractéristiques. [...] En ce moment de refondation stratégique, il importe donc, en se tenant à l'affût des expériences novatrices du cycle historique

« UN TEMPS PLEIN, NOUEUX, RYTHMÉ PAR LA LUTTE ET TROUÉ DE CRISES »

Extrait de Daniel Bensaïd, « *Lénine ou la politique du temps brisé* » (1997).

Dans le déferlement d'antimarxisme qui a accompagné l'offensive libérale des années 1980, la stature de Marx restait suffisamment imposante pour que l'on puisse être certain d'un retour en grâce, d'une réhabilitation éditoriale et académique, quitte à en donner une version light, délestée de sa charge subversive. On pouvait même espérer quelque indulgence envers Trotski, en reconnaissance de talents littéraires attestés par son *Histoire de la révolution russe*, et en fonction de la fascination esthétique que suscite le destin tragique du vaincu.

Mais Lénine ! Son rôle est sans doute le plus ingrat. Celui du vilain de l'histoire, mort trop tôt pour avoir connu les procès et l'exil, suspect d'avoir vaincu, victime d'un culte dont il fut l'idole malgré lui. Qui ira encore fourrer son nez dans la quarantaine de volumes cartonnés des éditions de Moscou, à l'odeur de colle de poisson ? Qui ira se plonger dans cette succession d'articles, de notes de publiciste, d'écrits de combats et de circonstances, de polémiques dont les destinataires sont pour la plupart tombés dans l'oubli. [...]

Bien peu se sont risqués sérieusement du côté de cette pensée déconcertante, à une époque où l'université s'enhardissait pourtant

à l'accueillir : Althusser, Lefebvre, Colletti, Lukacs avant eux. Lénine mérite pourtant une autre image que celle d'un vulgaire technicien du coup d'État. Bien plus que Marx, il est un authentique penseur de la politique en actes, dans les contradictions et les limites d'une époque. [...]

Agir sur le possible

À la manière d'un psychanalyste attentif aux « déplacements » et « condensations » à l'œuvre dans les névroses, [Lénine] comprend que les contradictions économiques et sociales ne s'expriment pas directement, mais sous la forme spécifique, déformée et transformée, de la politique. C'est pourquoi le parti a notamment pour tâche, de se tenir à l'écoute, de déchiffrer dans le champ politique la manière souvent inattendue dont se manifestent ces contradictions (une lutte étudiante, l'affaire Dreyfus, la question électorale, un incident international). Leur irruption intempestive en un point imprévu fait symptôme. Elle condense et révèle une crise latente globale des rapports sociaux. C'est le miracle de ce qui, à la différence du fait divers ordinaire, constitue, à proprement parler l'événement politique.

C'est aussi pourquoi la conception du militant révolutionnaire n'est pas pour Lénine celle du bon syndicaliste combatif, mais celle du « *tribun populaire* », intervenant « *dans toutes les couches de la population* », pour y saisir la façon concrète dont se noue une multiplicité de contradictions.

Cette question est au cœur du fameux débat sur les statuts du parti, minutieusement commenté dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*. La définition du membre du parti (celui qui simplement se reconnaît dans le parti, l'aide, ou sympathise..., ou celui qui milite dans une instance régulière, cotise, se sent responsable des décisions prises collectivement) n'est pas une querelle formelle ou administrative. L'enjeu de cette petite différence, à première vue anodine, c'est la délimitation du parti d'avec la classe. C'est précisément la forme parti qui permet d'intervenir sur le champ politique, d'agir sur le possible, de ne pas subir passivement les flux et les reflux de la lutte des classes.

« Révolution dans la révolution »

Là réside l'essentiel de la « *révolution dans la révolution* » selon Lénine. À travers cette distinction du parti et de la classe, du politique et du social, il devient possible de penser le rapport de l'un à l'autre, « *la représentation du social dans la politique* », qui demeure, selon Badiou, « *le point clef* ». Il se peut qu'en 1902, la thèse ait été forcée au feu de la polémique interne. Ses excès sont d'ailleurs corrigés par Lénine lui-même. La question controversée du « centralisme démocratique », déformée par la pratique du centralisme bureaucratique réel mis en place à partir de 1924, découle pour une large part de cette délimitation du parti et de la classe. Elle implique logiquement la sélection des militants,

la concentration des forces, en même temps qu'une démocratie permettant d'assimiler l'ensemble des expériences sociales du parti. La démocratie est fonctionnelle pour la réflexion et la décision, le centralisme pour une action visant à faire bouger les lignes, à déplacer les rapports de forces. Il s'agit là de nécessités générales. Elles sont irréductibles à telle ou telle technique d'organisation. [...] Le parti est le vecteur privilégié de cette expérience spécifiquement politique. Sa médiation fait lien entre la stratégie et la tactique, dans un temps *kairotique*, qui n'est plus celui, homogène et vide, des progrès et de la patience électorale, mais un temps plein, noueux, rythmé par la lutte et troué de crises : « *On ne saurait se représenter la révolution elle-même sous forme d'un acte unique : la révolution sera une succession rapide d'explosions plus ou moins violentes, alternant avec des phases d'accalmie plus ou moins profondes. C'est pourquoi l'activité essentielle de notre parti, le foyer essentiel de son activité, doit être un travail possible et nécessaire aussi bien dans les périodes les plus violentes d'explosion que dans celles d'accalmie, c'est-à-dire un travail d'agitation politique unifiée pour toute la Russie* ».

« Soyez prêts ! »

Le parti est donc l'élément de continuité dans les fluctuations de la conscience collective. L'histoire n'est pas celle d'une marche triomphale de quelque force tranquille vers un dénouement garanti de

l'histoire, mais un tissu de luttes, de crises, de fractures. Le parti ne se contente pas d'éclairer un processus organique et naturel d'émancipation sociale. Il est constitutif de rapports de forces, générateur d'initiatives, organisateur de la politique non au futur simple mais au futur antérieur. Il est, autrement dit, un organisateur de diverses durées, la condition d'une pensée stratégique dépassant l'horizon immédiat de la tactique politique au jour le jour, au coup par coup, jour après jour sans principes. [...]

Tout conduit donc, chez Lénine, à comprendre que la politique a sa grammaire et sa syntaxe propres. Elle est le lieu d'une élaboration, d'une apparition, d'une représentation, où il s'agit de présenter ce qui est absent : « *La division en classes est certes en fin de compte l'assise la plus profonde du groupement politique* », mais cette « fin de compte », c'est « *la lutte politique seule qui l'établit* ». Ainsi, « *le communisme surgit littéralement de tous les points de la vie sociale ; il éclot décidément partout. Que l'on bouche avec un soin particulier l'une des issues, la contagion en trouvera une autre, parfois la plus imprévisible* ». C'est pourquoi « *nous ne savons pas et ne pouvons savoir quelle étincelle pourra allumer l'incendie* ». D'où le mot d'ordre qui résume selon Tucholsky l'attitude politique au sens fort de Lénine : « *Soyez prêts !* »

Soyez prêts à l'imprévisible, à l'improbable, à l'événement ! [...]

« LE COMMUNISME N'EST PAS UNE IDÉE PURE, NI UN MODÈLE DOCTRINAIRE DE SOCIÉTÉ »

Extraits de Daniel Bensaïd, « *Puissances du communisme* » (2010).

La question du communisme, c'est d'abord, dans le *Manifeste communiste*, celle de la propriété : « *Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : suppression de la propriété privée* » des moyens de production et d'échange, à ne pas confondre avec la propriété individuelle des biens d'usage. Dans « *tous les mouvements* », ils « *mettent en avant la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement* ». Sur les dix points qui concluent le premier chapitre, sept concernent en effet les formes de propriété : l'expropriation de la propriété foncière et l'affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État ; l'instauration d'une fiscalité fortement progressive ; la suppression de l'héritage des moyens de production et d'échange ; la confiscation des biens des émigrés rebelles ; la centralisation du crédit dans une banque publique ; la socialisation des moyens de transport et la mise en place d'une éducation publique et gratuite pour tous ; la création

de manufactures nationales et le défrichage des terres incultes. Ces mesures tendent toutes à établir le contrôle de la démocratie politique sur l'économie, le primat du bien commun sur l'intérêt égoïste, de l'espace public sur l'espace privé. Il ne s'agit pas d'abolir toute forme de propriété, mais « *la propriété privée d'aujourd'hui, la propriété bourgeoise* », « le mode d'appropriation » fondé sur l'exploitation des uns par les autres.

« Forme politique enfin trouvée de l'émancipation »

Entre deux droits, celui des propriétaires à s'approprier les biens communs, et celui des dépossédés à l'existence, « c'est la force qui tranche », dit Marx. Toute l'histoire moderne de la lutte des classes, de la guerre des paysans en Allemagne aux révolutions sociales du siècle dernier, en passant par les révolutions anglaise et française, est l'histoire de ce conflit. Il se résout par l'émergence d'une légitimité opposable à la légalité des dominants. Comme « *forme politique enfin trouvée de l'émancipation* », comme « *abolition* » du pouvoir d'État, comme accomplissement de la République sociale, la Commune illustre l'émergence de cette légitimité nouvelle. Son expérience a inspiré les formes d'auto-organisation et

d'autogestion populaires apparues dans les crises révolutionnaires : conseils ouvriers, soviets, comités de milices, cordons industriels, associations de voisins, communes agraires, qui tendent à déprofessionnaliser la politique, à modifier la division sociale du travail, à créer les conditions du dépérissement de l'État en tant que corps bureaucratique séparé. Sous le règne du capital, tout progrès apparent a sa contrepartie de régression et de destruction. Il ne consiste *in fine* « *qu'à changer la forme de l'asservissement* ». Le communisme exige une autre idée et d'autres critères que ceux du rendement et de la rentabilité monétaire. À commencer par réduction drastique du temps de travail contraint et le changement de la notion même de travail : il ne saurait y avoir d'épanouissement individuel dans le loisir ou le « temps libre » aussi longtemps que le travailleur reste aliéné et mutilé au travail. La perspective communiste exige aussi un changement radical du rapport entre l'homme et la femme : l'expérience du rapport entre les genres est la première expérience de l'altérité et aussi longtemps que subsistera ce rapport d'oppression, tout être différent, par sa culture, sa couleur, ou son orientation sexuelle, sera victime de formes de

discrimination et de domination. Le progrès authentique réside enfin dans le développement et la différenciation de besoins dont la combinaison originale fasse de chacun et chacune un être unique, dont la singularité contribue à l'enrichissement de l'espèce.

L'émancipation n'est pas un plaisir solitaire

Le *Manifeste* conçoit le communisme comme « *une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ». Il apparaît ainsi comme la maxime d'un libre épanouissement individuel qu'on ne saurait confondre, ni avec les mirages d'un individualisme sans individualité soumis au conformisme publicitaire, ni avec l'égalitarisme grossier d'un socialisme de caserne. Le développement des besoins et des capacités singuliers de chacun et de chacune contribue au développement universel de l'espèce humaine. Réciproquement, le libre développement de chacun et de chacune implique le libre développement de tous, car l'émancipation n'est pas un plaisir solitaire. Le communisme n'est pas une idée pure, ni un modèle doctrinaire de société. Il n'est pas le nom d'un régime étatique, ni celui

d'un nouveau mode de production. Il est celui du mouvement qui, en permanence, dépasse/supprime l'ordre établi. Mais il est aussi le but qui, surgi de ce mouvement, l'oriente et permet, à l'encontre des politiques sans principe, des actions sans suites, des improvisations au jour le jour, de déterminer ce qui rapproche du but et ce qui en éloigne. À ce titre, il est, non pas une connaissance scientifique du but et du chemin, mais une hypothèse stratégique régulatrice. Il nomme, indissociablement, le rêve irréductible d'un autre monde de justice, d'égalité et de solidarité ; le mouvement permanent qui vise à renverser l'ordre existant à l'époque du capitalisme ; et l'hypothèse qui oriente ce mouvement vers un changement radical des rapports de propriété et de pouvoir, à distance des accommodements avec un moindre mal qui serait le plus court chemin vers le pire.

La crise, sociale, économique, écologique et morale d'un capitalisme qui ne repousse plus ses propres limites qu'au prix d'une démesure et d'une déraison croissantes, menaçant à la fois l'espèce et la planète, remet à l'ordre du jour « *l'actualité d'un communisme radical* » qu'invoqua Benjamin face la montée des périls de l'entre-deux-guerres.

id,
TANT

ge à notre camarade
de sa pensée mais
rien d'autres) sont

ÈCLE? »

qui commence à peine, de ne pas abandonner les quelques concepts stratégiques hérités des expériences passées susceptibles de servir de fil à plomb aux reconstructions futures : le concept de crise révolutionnaire (qui permet d'articuler l'événement à ses conditions historiques de possibilité) ; celui de dualité de pouvoir, qui exprime l'inévitabilité de l'affrontement et de la rupture de continuité ; celui de revendications transitoires, qui traduisent la dialectique concrète entre réformes et révolution ; ceux d'hégémonie (Gramsci) et de front unique (élaboré lors des premiers congrès de l'Internationale communiste et illustré notamment par les écrits de Trotski sur l'Allemagne). [...]



SANTÉ Démission de 1200 chefs de service

Ce sont 1200 chefs de service qui ont annoncé leur démission de leurs fonctions administratives à l'hôpital, dans une lettre envoyée à la ministre de la Santé le 13 janvier.

« La dégradation des conditions de travail des professionnels est telle qu'elle remet en cause la qualité des soins et menace la sécurité des patients. » Ainsi s'exprime le collectif de médecins dans le courrier envoyé à Agnès Buzyn, faisant écho à ce que les personnels hospitaliers expriment dans les rues, et par la grève, depuis des mois.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

« Une volonté politique basée sur le profit » Le « plan d'urgence » annoncé le 20 novembre par la ministre, alors dénoncé par les personnels mobilisés, n'a pas davantage convaincu ces médecins, qui font part de leur « profonde déception » et revendiquent « une revalorisation significative des salaires, en plus des diverses primes annoncées », « un Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) 2020 n'imposant pas de nouvelles économies aux hôpitaux », ainsi qu'une « révision profonde du mode de financement » des hôpitaux. Comme l'a expliqué l'un des démissionnaires, chef de service à Marseille, il s'agit de dénoncer « une situation de dégradation inexorable cautionnée par une volonté politique basée sur le profit ». Les démissionnaires ont reçu le soutien de 5000 professionnels de santé qui, dans une lettre rendue publique le même jour, affirment : « Nous, personnels hospitaliers de toutes catégories professionnelles, apportons notre soutien aux médecins, chefs de service, responsables d'unités de soins ou membres nommés ou élus de structures, ayant décidé de démissionner collectivement de leurs fonctions d'administration, de gestion et de représentation, tout en continuant à assurer les soins aux patients. » Des dissensions existent certes entre les différentes catégories de personnels, et certains freinent pour que le mouvement des hospitaliers ne se joigne pas à la mobilisation contre la réforme des retraites, agitant la menace de la « dilution » des revendications de l'hôpital. Mais ces démissions en disent long sur l'état du système de santé et des hôpitaux, et sur l'exaspération des personnels, dont la longue mobilisation, largement soutenue par la population, subit depuis des mois le mépris du gouvernement. Contre Macron et ses sbires, le combat continue et doit se généraliser !

Correspondant

Le 13 janvier, on comptait encore près de 80% de grévistes en moyenne dans le métro, plutôt autour de 20% dans les bus, mais avec la même détermination. Personne ne veut céder face à Macron. Malgré la pression financière après plus de 40 jours de grève, les annonces du gouvernement sur l'âge pivot ont plutôt encouragé les grévistes à continuer : Édouard Philippe et la CFDT appellent à reprendre le boulot ? Raison de plus pour tenir et leur montrer que ces « négociations » ne changent rien. La revendication des grévistes est simple : le retrait de la réforme ! Dans les AG, on discute de comment tenir ou distribuer les caisses de grève, mais personne n'a envie de reprendre maintenant.

Face aux difficultés, la force du collectif

Contre la fatigue individuelle, la violence des flics ou les doutes, c'est la solidarité entre grévistes qui a permis de tenir depuis le 5 décembre et qui donne le courage de continuer. Les manifestations du jeudi 9 et du samedi 11 ont vu de gros cortèges d'agentEs RATP, avec leurs banderoles de dépôt, de ligne de métro ou de RER. Jeudi 9, ils et elles étaient même plusieurs centaines à manifester avec des cheminotEs dans le cortège de la Coordination RATP/SNCF.

Le lendemain ils étaient encore 300 à se retrouver pour une grande assemblée générale à Vincennes avec un mot d'ordre : « On ira jusqu'au retrait ! »

Pour essayer de briser cette grève qui dure, le gouvernement ne se contente pas de la carotte de l'âge pivot : la répression s'accroît. Jeudi 9, des manifestantEs grévistes ont été délibérément frappés et certains interpellés par la police. La réponse n'a pas tardé : vendredi midi ils et elles étaient plusieurs centaines devant un commissariat parisien pour soutenir des collègues.

RATP La grève tient bon !

Certes, des lignes de métro rouvrent partiellement, les bus et RER roulent un peu plus qu'en décembre, mais la grève tient bon. Les usagerEs le savent bien... le gouvernement aussi.



Et la meilleure réponse face à la violence de l'État, c'est encore la grève : en soutien à une conductrice de métro de la ligne 9 violemment matraquée pendant la manifestation, ses collègues ont organisé une journée noire lundi 13 qui a paralysé la ligne.

La direction de la RATP cherche aussi à intimider les grévistes en infligeant des sanctions aussi dures qu'infondées. Mais contre ces menaces, c'est encore une fois le nombre qui fait la force : à Vitry ou à la porte d'un conseil de discipline dans le 12^e arrondissement, ce sont systématiquement des centaines

d'agentEs qui se retrouvent pour afficher leur soutien.

À la recherche de l'extension

Les grévistes cherchent l'élargissement de la grève, et ils et elles y travaillent... Par des actions avec des cheminotEs en direction des salariÉs du privé (de SANOFI à Vitry-sur Seine, de PSA à Poissy, de l'usine pharmaceutique CENEXI à Fontenay-sous-Bois...), pour les inviter à rejoindre le mouvement. Des jonctions se font aussi entre agentEs RATP et éboueurs comme aux Lilas ou à Ivry-sur-Seine. Sans compter les actions avec les enseignantsE et

même avec des lycéenEs, comme à la Porte de Vincennes où des machinistes en grève vont soutenir les blocus. Une énième preuve que les agentEs RATP se battent pour toute le monde et veulent que la grève se propage.

Pour entraîner d'autres secteurs, il faut que la grève reste forte. C'est ce qui a poussé la grande majorité des AG à voter la reconduction jusqu'à jeudi ou vendredi, afin de participer aux manifestations et montrer à Macron que même si lui et son gouvernement ne le veulent pas, ils sont toujours là !

Correspondant

MONTPELLIER MutilÉs pour l'exemple, et mobiliséEs !

En tête de la marche et protégés par un cordon, les blesséEs, positionnés devant la grande banderole des mutiléEs. Aux cris de « La police mutilé, la police assassine », ou encore « La police fait son travail : ça crève les yeux », le cortège a remonté la rue de la Loge.

« Blessures de guerre »

Moment de tension où les slogans se sont faits plus appuyés en passant devant le cordon de CRS devant la halle, puis arrêt devant la préfecture

Ambiance grave et déterminée pour la quatrième marche des mutiléEs pour l'exemple, qui s'est tenue à Montpellier le dimanche 12 janvier qui a réuni un millier de personnes.

où ont été accrochés des ballons représentant les « yeux » des mutiléEs. La manifestation s'est poursuivie sans encombre jusqu'à la gare. Le collectif Stop armes mutilantes¹, qui a lancé une campagne avec signature de pétition était présent, ainsi que la Ligue des droits de l'homme, et de nombreux Gilets jaunes.

Le matin une conférence de presse avait lieu à la Carmagnole en présence de Laurent Thines, neurochirurgien au CHU de Besançon, qui parle de « blessures de guerre », et s'exprime vigoureusement pour le désarmement de la police, et d'une psychologue spécialisée dans le suivi post-traumatique. Les blesséEs et mutiléEs, qui ont

souvent du mal à se reconstruire après leurs blessures, demandent à l'État la reconnaissance du statut de victime. Notre camarade Antoine Boudinet, qui était intervenu lors du meeting de l'université d'été du NPA, a également pris la parole.

NPA 34

1 - <https://www.stoparmesmutilantes.org/>



L'image de la semaine



TOULOUSE Quand l'université Jean-Jaurès établit une liste noire des grévistes

Mardi 7 janvier, le syndicat Sud-Éducation révélait des échanges mails, datés de 2018, démontrant sans ambiguïté qu'une « liste noire » des personnels grévistes avait été établie au sein de l'université Jean-Jaurès (Mirail) à Toulouse.

Le mail est daté du 14 mai 2018, et il est adressé par François Pelisset, adjoint au directeur général des services (DGS) de l'université Jean-Jaurès, à plusieurs directions d'unités de formation et de recherche (UFR) : « Comme cela a été fait en UFR SES, et à titre préventif pour limiter toutes nouvelles perturbations, nous vous invitons à nous indiquer d'éventuels agents de vos UFR auxquels il conviendrait de limiter les droits d'accès sur leur badge Salto au regard de leur engagement dans le mouvement de blocage de l'Université. » En d'autres termes, la direction de l'université invite explicitement les directions d'UFR à lui remonter des « listes noires », se référant à une démarche entreprise par l'UFR SES (Sciences espaces sociétés) quelques jours plus tôt.

« C'est une excellente idée »

Michèle Saint-Jean, directrice de l'UFR SES, avait ainsi envoyé un mail dans lequel elle établissait une liste de 24 noms, parmi les personnels, au sujet desquels elle demandait des restrictions sur les accès aux locaux de l'université, en établissant plusieurs catégories et plusieurs niveaux de restriction. Réponse du directeur général des services de l'université, Alain Miaoulis : « C'est une excellente



idée ». Il faut se souvenir qu'à l'époque, l'université du Mirail sortait de plusieurs mois de mobilisation, avec un long blocage de la fac, impliquant étudiantEs et personnels mobilisés... La direction de l'université a non seulement salué l'initiative, évidemment illégale, mais a également encouragé sa généralisation. Et l'on n'en est pas resté au stade des mails puisque les personnels dont les noms étaient listés ont effectivement constaté que leurs badges d'accès ne leur permettaient plus d'accéder à certains locaux de l'université, pensant à

un bug... jusqu'à ce que le scandale soit révélé. Pour Sud-Éducation, « C'est inadmissible que des listes noires soient constituées à la suite d'un mouvement social et que du personnel soit fiché de la sorte. » La CGT Educ'action évoque de son côté « une atteinte grave au droit de grève, à la liberté d'expression et au droit de se syndiquer ». Du côté de l'Union des étudiantEs de Toulouse (UET), on demande entre autres la démission immédiate et sans conditions de François Pelisset, Alain Miaoulis et Michèle Saint-Jean.

La présidence de l'université fait profil bas et déclare : « Afin d'établir avec précision les faits en cause et de les qualifier, [la présidence] a adressé une saisine auprès de Mme la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation afin que celle-ci diligente une mission d'inspection. » On attend avec impatience la « qualification » des faits par le ministère de l'Enseignement supérieur, qui doivent être nommés pour ce qu'ils sont : un fichage des grévistes, et donc un scandale absolu. **C.B.**

ÉDUCATION Macron nous fait la guerre, et son Blanquer aussi

À ce titre, on peut se féliciter des taux de grève du jeudi 9. Sans être au même niveau que ceux du 5 décembre, ils ont néanmoins montré la détermination des enseignantEs qui n'ont cédé ni au défaitisme ni aux promesses bidon de leur ministre. Pour quelques collègues, cela a constitué le démarrage ou le redémarrage de la reconductible, mais sans que cela ne soit un fait majoritaire. Mieux encore, ce que l'on peut constater, c'est qu'au contact des salariéEs des autres secteurs en lutte, cette détermination n'a fait que se renforcer. Des liens inédits se sont créés et les gens en sortent durablement transformés. Surtout celles et ceux, une petite minorité active, qui ont participé aux AG et aux piquets malgré les vacances, au côté des agentEs de la RATP notamment.

Blanquer ministre de la pédagogie de la réforme

Si les profs sont donc toujours bien visibles, c'est malheureusement aussi le cas de leur ministre. On pourrait même dire qu'on ne voit que lui ! Et pas seulement pour parler du cas des enseignantEs, mais pour défendre la réforme des retraites dans son ensemble. À tel point que lors de l'émission « Vous avez la parole » sur France 2 le jeudi 9 janvier, où il était en binôme avec Laurent Pietraszewski, le journaliste Thomas Sotto s'est autorisé un rare moment d'impertinence

Après la pause forcée, au moins en ce qui concerne la grève, pendant les deux semaines de vacances, la reprise du mouvement dans l'Éducation nationale était un pari difficile. Avec un gros enjeu : secteur clé, il était scruté par tout le monde.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

(toute relative) en lui reprochant d'être « hors sujet » vis-à-vis de son portefeuille. En dehors du fait qu'il apparait désormais comme le seul « gars sûr » du gouvernement, ce que cela dit c'est que le secteur de l'Éducation est bien l'une des principales épines dans le pied de Macron, qui cherche donc à la retirer à tout prix afin de pouvoir finalement passer sa réforme tranquillement. D'où le grand plan d'enfumage au sujet de la prétendue revalorisation historique des profEs... Qui ne convainc presque personne, et surtout pas celles et ceux qui

savent poser une simple division : 10 milliards étalés jusqu'en 2037, c'est environ 40 euros net par mois pour chaque enseignantE. Sans compter que les promesses de Blanquer, celui qui a réglé le point d'indice et repoussé les plans de revalorisation du quinquennat précédent, n'engagent que celles et ceux qui y croient, on l'a désormais bien compris. Il y a donc urgence, dans notre secteur, à refaire le travail de conviction et de mobilisation de nos collègues, redire que cette semaine en particulier, la place des enseignantEs est dans la rue, pour

défendre notre vision du travail et de la retraite, et notre vision de la politique éducative.

En lycée, le spectre des E3C

Car derrière le Blanquer pédagogue en chef de la réforme des retraites se cache le Blanquer saboteur du système éducatif. Dans le cadre de sa très contestée réforme du lycée, les E3C (pour Épreuves communes de contrôle continu), autrement dit le fameux « bac local », doivent théoriquement commencer à se mettre en place en ce mois de janvier dans tous les lycées. Du moins, sauf si la contestation qui monte parmi les collègues qui commencent à voir l'impact délétère sur leurs conditions de travail ainsi que l'injustice pour les élèves, prend forme et s'amplifie. Les syndicats appellent à diverses formes de boycott de ces épreuves, du refus de préparer les sujets au refus de corriger, mais c'est surtout en AG dans les établissements que des positions fortes d'équipes, capables de résister aux pressions hiérarchiques, doivent s'organiser. Par la grève, les manifs et le blocage des E3C, la seule évaluation à laquelle les enseignantEs doivent maintenant participer, c'est de mettre un zéro éliminatoire à leur ministre. **Raphaël Alberto**

LA POSTE

Le Conseil d'État contre la grève et les libertés syndicales

Notre camarade Yann Le Merrer définitivement révoqué de La Poste et de la fonction publique.

La décision qui vient d'être rendue arrive au terme de plusieurs années de procédure, qui témoignent à la fois de l'acharnement de La Poste et de la complicité dont bénéficient ses dirigeants de la part de la justice. Janvier 2015 : Yann se voit notifier sa révocation. En cause ? Tout simplement son militantisme syndical. Cette décision de révoquer un fonctionnaire pour faits syndicaux est une première depuis les années 1950. La Poste lui reproche des « intrusions » et des « prises de parole non autorisées » dans des bureaux de poste. En somme, Yann se fait exclure de la fonction publique pour avoir osé s'exprimer devant ses collègues, pendant une grève ! Mai 2017 : le tribunal administratif de Cergy-Pontoise décide de faire un sort à cette décision des patrons de La Poste. La révocation de Yann est purement et simplement annulée, et les attendus du jugement confirment que les faits qui lui sont reprochés relèvent de l'exercice normal de son mandat syndical. La Poste est donc, à ce moment-là, obligée de le réintégrer. Elle le fait d'ailleurs de bien mauvais gré, puisque si Yann est de nouveau dans les effectifs postaux, il n'a pas d'affectation, prétendument pour la bonne tenue du service ! Parallèlement elle fait appel de cette décision de justice. Février 2019 : la Cour administrative d'appel de Versailles (versillaise d'ailleurs à plusieurs titres, puisque, de mémoire de militantE, elle ne nous a jamais rendu une décision favorable) vient au secours de La Poste et annule le jugement en première instance. Notre camarade est de fait de nouveau révoqué, par la grâce de cette justice de classe, qui ne prend même pas la peine de mettre les formes.



DR

Le Conseil d'État, auxiliaire zélé de La Poste

Il y a donc pourvoi devant le Conseil d'État, qui fait office, en droit administratif, de Cour de cassation. Mais, et c'est le charme de la « haute » justice administrative, le pourvoi n'est pas obligatoirement accepté. Une audience en admission doit au préalable se tenir. Lors de celle-ci, qui s'est déroulée le 12 décembre, la rapporteuse publique a totalement suivi la Cour d'appel, balayant d'un revers de main l'argumentation de la défense, pourtant reprise par le juge en première instance. Le Conseil d'État vient donc de notifier qu'il refusait d'admettre le pourvoi. Il n'y aura, en conséquence, pas de débat contradictoire. Pas la moindre possibilité pour Yann d'exposer sa version, alors que les conséquences sont très lourdes pour lui. N'ayant plus de voie de recours, la seule possibilité est de faire appel à la Cour européenne des Droits de l'homme, mais les délais sont de plusieurs années pour aller jusqu'au jugement. Cette décision est évidemment politique, particulièrement dans le contexte social dans lequel nous sommes. La répression étatique atteint des sommets que l'on n'avait pas vus depuis des décennies. Le gouvernement agit en pur auxiliaire d'un patronat de combat. La seule réponse aux revendications sociales et démocratiques, ce sont les lacrymos, les coups de matraque, les tirs de LBD, les interpellations, les jugements iniques. Ce qui se passe dans la rue a son pendant dans les boîtes. Les violences policières et la répression antisyndicale sont les deux faces d'une même médaille. L'urgence d'un combat large, massif et unitaire sur ce thème, ne s'en fait que plus durement ressentir. **Édouard Gautier**



Les comités en action!

Fête du NPA 27 Samedi 18 janvier, à partir de 15h au Moulin de Louviers.

Au programme :

– 15h : *L'agriculture sans pesticides est-elle viable?*
L'agriculture paysanne, locale, biologique que nous défendons est-elle un rêve ou une réalité? Pour animer l'atelier, Olivier Lainé, paysan bio dans le 76, membre de la coalition climat et d'un syndicat agricole. Nous espérons la participation de deux maires qui ont pris

un arrêté anti-pesticides dans leur commune, et d'agriculteurs.

– 17h : *La gratuité des transports du quotidien.* Patrick Le Moal, membre du collectif rouennais pour la gratuité des bus, militant du NPA, fera un topo et animera la discussion qui suivra. L'atelier démarrera par une courte présentation de notre bataille



contre le faux contournement Est de Rouen.

– 19h : *Meeting avec Christine Poupin, porte-parole du NPA, membre de la commission nationale écologie.*

Le meeting débutera par une courte intervention d'un cheminot en grève.

Comme chaque année, l'entrée est libre, on vient et on repart quand on veut. C'est l'occasion de se former, d'échanger, de partager ses idées. Nous nous côtoyons dans des luttes différentes, vous serez les bienvenus. Les ateliers seront entrecoupés de pauses café-thé-boisson-gâteaux (faits maison). Celles et ceux qui le souhaitent pourront rester au repas partagé: il suffit d'apporter un plat salé ou sucré et une boisson (et son couvert, assiette, couteau, verre). La dernière partie de la journée est un moment festif, amical, où on continue à discuter, mais aussi réservé à la convivialité (on chante souvent!).

NPA 27

Après l'avoir déjà repoussée deux fois (elle aurait déjà dû avoir lieu en décembre 2018, puis en février 2019), nous avons cette fois décidé de maintenir cette initiative. Nous avons conscience des difficultés et des inconnues dans cette séquence de lutte sociale contre la réforme des retraites, mais on peut faire le pari de l'utilité de ce type de rendez-vous d'ici deux ou trois semaines pour réunir les militantEs et sympathisantEs de notre courant au côté d'acteurEs de la mobilisation actuelle.

Partage d'expériences, discussions, élaboration

Car cette rencontre reste l'occasion d'échanger entre militantEs investis dans les mobilisations, dans les syndicats, dans les services publics, dans les entreprises du privé, à partir de nos préoccupations quotidiennes. Avec bien évidemment cette année un relief tout particulier donné par la lutte actuelle sur les retraites...

Sur le fond, il s'agit d'aborder les grandes questions liées à la construction du rapport de forces en faveur du monde du travail, dans les services publics et les entreprises du privé, tout en tirant un premier bilan du mouvement actuel. Syndicalisme, construction et expériences d'auto-organisations, revendications et programme, intervention politique... Sur la forme, il s'agit d'un cadre d'échange militant articulant moment en plénier et travail de commissions plus restreintes (branches, syndicats...).

Nous avons déjà revu une première fois l'ordre du jour initialement prévu pour cette réunion, mais il devrait



Vie du NPA

Rencontre nationale privé-public

Samedi 25 (accueil à partir de 9h) et dimanche 26 janvier (fin prévue à 13h) à la Bourse du travail de Saint-Denis (93), 9-11, rue Génin, 93200 Saint-Denis – M° Saint-Denis Porte-de-Paris (L 13, s'il y a des métros, ce qu'on ne souhaite pas).

encore y avoir encore quelques ajustements pour que le contenu et le périmètre de la réunion collent à l'actualité sociale, en particulier

au vu de l'affrontement démarré le 5 décembre dernier et de son issue.

Participation aux frais pour touTEs de 10 euros (paiement sur place), transports remboursés

(donc inscrivez-vous au plus tôt pour profiter de billets pas trop chers)!

Inscriptions en ligne:
npa2009.org/formulaires/cnpp2019



SAMEDI 25 JANVIER

09H00-10H00 ACCUEIL

Réglement de la péréquation pour les transports et des questions de logement.

10H00-12H00 PLÉNIÈRE

PRÉSENTATION GLOBALE DE NOTRE RENCONTRE ET PRINCIPAUX ENJEUX DE LA SITUATION
Réfléchir collectivement, mutualiser et renforcer les liens, travailler aux mobilisations et à leur convergence... les objectifs de notre rencontre. Pour mettre fin à l'offensive du gouvernement (protection sociale, droit du travail, suppressions d'emplois...) et du patronat (réorganisation et licenciements), on peut les faire reculer sur les retraites. Enfin une victoire?

12H00-13H00 PAUSE REPAS

13H00-15H00 RÉUNIONS DE COMMISSIONS. INTERVENTIONS SYNDICALES

CGT Entre mobilisations et « dialogue social », faire vivre une orientation lutte de classes

SOLIDAIRES La radicalité, oui mais comment?

FSU Contre Blanquer et dans l'interpro, combattre la concertation et le suivisme

15H00-17H00 PLÉNIÈRE

LES ORGANISATIONS SYNDICALES SOUS PRESSION, ENTRE « DIALOGUE SOCIAL » ET MOBILISATION DU MONDE DU TRAVAIL
Que révèle l'irruption d'une mobilisation sociale comme celle des Gilets jaunes hors du champ syndical? Quelles possibilités pour les directions syndicales de se dégager du « dialogue social »? Quelle politique pour le monde du travail dans un contexte d'offensive tout azimut contre les droits des travailleursEs?

17H00-18H00 PAUSE

18H00-20H00 MEETING

QUELLES EXPÉRIENCES, QUELS ACQUIS, DE LA MOBILISATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES?
Questions d'auto-organisation et de démocratie ouvrière, expériences de convergences entre différents secteurs professionnels, entre militantEs du mouvement ouvrier et Gilets jaunes... Pour résister et stopper les reculs, pour gagner.

DIMANCHE 26 JANVIER

09H00-11H00 RÉUNIONS DE COMMISSIONS. ANIMATION DES BRANCHES PROFESSIONNELLES ET SECTEURS.

AUTOMOBILE

SECTEUR POSTAL

SANTÉ ET TRAVAIL SOCIAL

SNCF

FONCTION PUBLIQUE

DIVERSES ENTREPRISES DU PRIVÉ ET PRÉCAIRES

11H00-11H30 PAUSE

11H30-13H30 PLÉNIÈRE

LE MOUVEMENT OUVRIER ET LES NOUVEAUX TERRAINS DE MOBILISATION
Notre classe fait face à de nouvelles questions sur les lieux de travail : catastrophes industrielles et écologiques (Lubrizon); répression judiciaire et criminalisation de la contestation; égalité des droits femmes et hommes... Comment y répondre? Quel travail politique dans les entreprises et les services publics?

INSCRIPTIONS

<https://npa2009.org/formulaires/cnpp2019>

QUESTIONS

cn-pp@npa-mail.org

L'Anticapitaliste la revue
Le n°111 est disponible

L'Anticapitaliste
N°111 JANVIER 2020 | 4 €

la revue mensuelle du NPA



DOSSIER : LES PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Roman

Le Chant noir des baleines, de Nicolas Michel

Éditions les talents hauts, 288 pages, 16 euros.

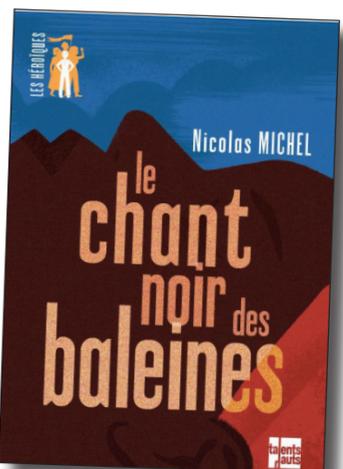
C'est un roman classé dans la catégorie « ado ». Mais rien n'interdit aux adultes de le lire. C'est même conseillé. En effet, ce livre parle d'une histoire oubliée, celle d'un paquebot nommé l'*Afrika* qui a sombré au large de l'estuaire de la Gironde, il y a tout juste un siècle, en janvier 1920. Près de 600 personnes sont mortes noyées, dont environ 150 tirailleurs sénégalais qui devaient enfin rentrer chez eux. C'est à ce jour la plus grosse catastrophe maritime française qu'il fallait, pour l'auteur, absolument rappeler pour « réparer l'oubli à l'heure où la Méditerranée engloutit chaque jour des dizaines de migrants ».

Tirailleurs sénégalais

Un gamin de 11 ans vit seul avec sa mère sur l'île de Ré, à côté du phare des Baleines, son père n'est jamais revenu de la guerre. Il ne va pas à l'école, et il occupe ses journées en pêchant sur la plage pour améliorer

le quotidien d'une vie pauvre. Un jour, il découvre un naufragé, un noir, couché et inconscient, il n'est pas mort. Alors, avec sa mère, ils vont le sauver, le soigner, le protéger. À partir de la vie de ce petit garçon et de sa mère, voilà qu'on découvre celle de cette personne noire, soldat sénégalais. Il va raconter à ses sauveurs, il va nous raconter, comment il s'est retrouvé en France, embarqué de force par l'armée française, par les colons venus chercher des jeunes dans les villages, chez des peuples qui ne connaissent rien à la France, rien à ce qui se passait en Europe. Ces jeunes, des bergers comme lui, arrachés de leur vie, de leurs familles, partent en bateau, arrivent à Bordeaux, puis sont dirigés vers l'est, sur le front de guerre, pour vivre les horreurs de la guerre

des tranchées. Le soldat décrit ce qu'il découvre, ce qu'il comprend peu à peu. C'est terrible bien sûr. On retrouve évidemment ce qu'a



écrit David Diop dans son roman *Frères d'âme* (à lire aussi) sur ces tirailleurs sénégalais. Les scènes nous montrent le racisme, le colonialisme et tout simplement la barbarie d'une guerre où ce sont des opprimés qui s'entretuent. Et on découvre aussi qu'en janvier 1920, plus d'un an après la fin de la guerre, ces tirailleurs sénégalais ne sont pas encore rentrés chez eux. Nicolas Michel, journaliste à *Jeune Afrique*, nous raconte cette histoire avec beaucoup d'humanité, c'est émouvant. On s'attache au gamin, à sa mère, au soldat, tous victimes de la guerre et on a du mal à les quitter, se demandant comment ils ont vécu la suite. C'est un beau roman qui s'appuie sur tout ce qui est connu de l'histoire du naufrage. **Philippe Poutou**

Roman

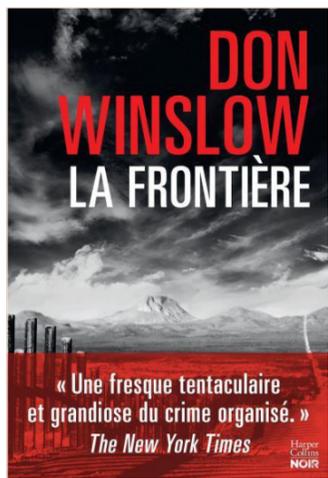
La frontière, de Don Winslow

Éditions Harper Collins Noir, 842 pages, 24 euros, traduit par Jean Esch.

« Si John Dennison remporte les élections... Le cartel vient d'acheter la Maison-Blanche. La frontière vient d'être franchie » constate le flic Art Keller. Et si John Dennison, promoteur arrogant et sans scrupule, élu président des USA au cours du présent roman était Donald Trump... Eh bien, comme dans tout bon roman, nous dirons avec l'éditeur que toute ressemblance avec des personnes réelles, vivantes ou décédées serait une pure coïncidence.

Corruption endémique

L'écrivain américain Don Winslow traque depuis trente ans, à travers ses romans, la corruption endémique qui règne sur le continent américain. Il ne se cache même plus tant le mal est chronique et visible, et attend ses procès avec philosophie sinon confiance en la justice. *La Frontière* clôture (peut-être) une trilogie commencée par *La Griffes du chien* et poursuivie par *Le Cartel*¹ où Art Keller de la DEA (Drug Enforcement Administration) perd toutes ses illusions de « patriote », et ses amiEs, en luttant contre les narcotrafiquants à cheval entre Amérique latine et USA. Pour mener sa lutte à mort contre Adán Barrera, double à peine romancé du chef du cartel de Sinaloa Joaquín



Guzmán, le célèbre « El Chapo », il a même caché la complicité entre la CIA, les narcotrafiquants et les Contras du Nicaragua ou du Guatemala. Ses succès contre le narcotrafic et ses silences sur certains scandales ont conduit un politicien influent, pensant pouvoir le contrôler, à le faire nommer, en 2014, directeur de la DEA à Washington. Grosse erreur : Art a certes dû parfois, pour parvenir à son objectif d'élimination d'El Chapo, se taire, mais, en 40 ans de lutte contre la drogue, il a compris que pour un petit dealer « dix dollars changent de main dans une cité et vous allez en prison » alors qu'un homme

d'affaires peut « blanchir trois cents millions à Wall Street et être invité à dîner à la Maison-Blanche ». La tête du serpent n'est donc pas chez les narcos interchangeable en peu de temps, certes après des guerres de succession terrifiantes, mais du côté de la finance mondiale et chez les politiciens étatsuniens.

Course contre la montre

Comment faire tomber au moins un gros poisson tant qu'Art est patron de la DEA ? En infiltrant les trafiquants, non pas pour arriver au fournisseur de coke, d'héroïne ou de Fentanyl, mais aux blanchisseurs des milliards de dollars du trafic. Le piège se referme peu à peu sur un consortium immobilier dont l'administrateur se nomme Lerner². Coup de chance ou pas de pot pour Keller, c'est le gendre de Dennison, qui vient de se faire désigner par les Républicains puis de se faire élire président des USA en 2016. Une course contre la montre s'engage avant l'investiture du « ripou », pour que soit engagée une procédure juridique. Le « roman » se termine à la mi-2018.

Nous n'en dirons pas plus mais les lecteurEs impatientEs pourront constater que, dans la réalité de 2019 (date de publication), la procédure judiciaire était toujours en cours. L'essentiel n'est pas là mais dans l'implacable scénario du roman et

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,
mardi au samedi :
12 h - 20 h

dans le tableau qu'il dresse de la société mexicaine et étatsunienne. De l'enfant migrant du Guatemala à la junkie new-yorkaise, du paysan « indio » au politicien corrompu et prêt à tous les crimes. Des 43 étudiantEs mexicains fêtards d'Iguala (Tristeza-Guerrero) qui paieront de leur vie le fait d'avoir emprunté le « mauvais » bus, aux journalistes indépendants massacrés ou aux militantEs solidaires des migrantEs. Une grande œuvre, formellement moins violente que *Le Cartel*, mais plus subversive par sa cible.

Sylvain Chardon

1 - *La Griffes du Chien* (2007) et *Le Cartel* (2016) sont disponibles en poche (Points).

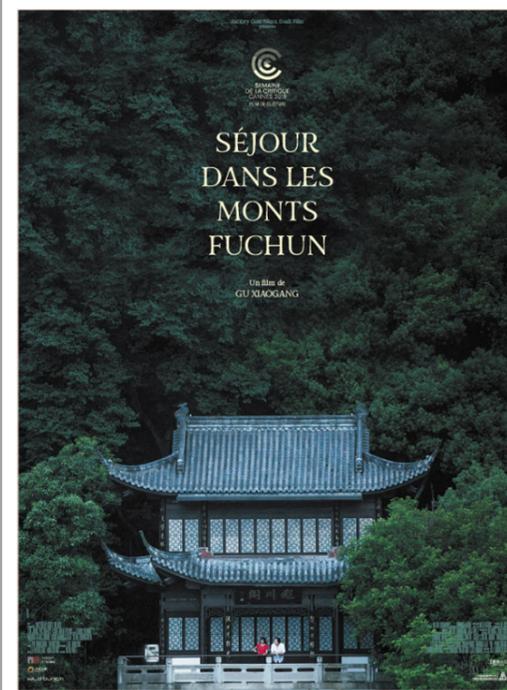
2 - Toute ressemblance avec Jared Kushner ne peut être que fortuite.

Cinéma

Séjour dans les monts Fuchun, de Gu Xiaogang

Film chinois, 2h30, sorti le 1^{er} janvier 2020.

Avec des acteurEs amateurs et des moyens réduits, Gu Xiaogang dépeint une année du destin d'une famille dans une petite ville fluviale du sud-ouest de la Chine. Fuyang (ville natale du réalisateur) est en plein bouleversement : elle vient d'être intégrée au district de la capitale provinciale Hangzhou, où se dérouleront en 2022 les jeux asiatiques. On y démolit à tour de bras des immeubles pour rénover la ville en indemnisant plus ou moins généreusement les anciens occupants.



L'argent préoccupation essentielle

Chacun des quatre frères essaie d'y mener sa vie le moins mal possible. Il y a la mère brusquement rattrapée par la vieillesse qu'il faut prendre en charge, ce qui provoque des conflits. Et pour chacun, il faut gagner sa vie : gérer un restaurant pour l'un, vivre de la pêche des poissons du fleuve pour un autre, recourir à la débrouille aux franges de la légalité pour un troisième.

Dans cette Chine, l'argent est une préoccupation essentielle : une bonne partie des dialogues tourne autour de cette question. C'est comme s'il n'y avait jamais eu de révolution : la seule banderole rouge dans une rue a trait à la rénovation ! Les conditions de travail des ouvriers qui démolissent les maisons sont impitoyables. Et la pègre règne : gare à celui qui ne paye pas ses dettes et à sa famille.

Le réalisateur dit s'être inspiré d'une peinture chinoise traditionnelle (un rouleau de 5 mètres de long) décrivant une ville au bord d'une rivière et les conditions de vie de ses habitantEs. Le film est long (2h30) mais on ne se lasse pas de suivre la vie de ces « Chinois ordinaires » de notre époque.

HW

Cinéma

Le miracle du Saint Inconnu, de Alaa Eddine Aljem

Film maroco-franco-qatarien, 1h40, sorti le 1^{er} janvier 2020.

Un homme au volant d'une voiture pourrie fonce dans le désert. La voiture s'arrête. L'homme tire un sac de son coffre et escalade la plus proche colline. Il enterre le sac et, pour se souvenir de l'emplacement, place des cailloux qui dessinent une espèce de tombe. Les flics arrivent et l'embarquent.

Fable moderne

Dix ans plus tard, l'homme (Amine) sort de prison et revient pour déterrer l'argent. Devant ses yeux écarquillés se dresse une petite construction blanche avec une coupole : c'est la sépulture du Saint Inconnu, devenue un lieu de pèlerinages. Rien ne manque : vendeur de souvenirs et fontaine qui porte bonheur si on y jette quelques pièces de monnaie. En contrebas, un village.

Amine entend récupérer son argent. Mais le mausolée est gardé et un étranger qui reste à séjourner fait jaser les gens du village... Les tentatives et les situations absurdes vont se succéder. Alaa Eddine Aljem a réalisé une fable moderne qui recourt à l'humour pour décrire une société villageoise qui vit comme elle peut dans une contrée aride et trouve refuge dans des croyances incompréhensibles pour ceux qui viennent de l'extérieur : le voleur aussi bien que le médecin.

Henri Wilno



Le lac aux oies sauvages, de Diao Yinan

Film chinois, 1h50, sorti le 25 décembre.

Dans une gare, de nuit et sous la pluie, une femme vient à la rencontre d'un homme qui ne la connaît pas. Peu à peu, à coups de flashbacks, se précise l'arrière-plan de cette rencontre.

Face à la police et à la pègre

Un truand, petit chef de gang, est devenu une sorte de sac d'argent : il a tué par accident un policier et sa tête est mise à prix. La police le pourchasse, mais aussi les autres truands qui veulent toucher la prime en le livrant mort ou vif. Quant à lui,

conscient qu'il ne s'en tirera pas, il veut que l'argent aille à sa femme et à son fils.

La femme mystérieuse du début est une « baigneuse », ce qui renvoie à une forme de prostitution qui se pratique en Chine dans les villes balnéaires. Face à la force brutale (la police) et au monde sordide et sans aucun scrupule de la pègre, les deux personnages principaux incarnent progressivement une forme de pureté. Un excellent polar du réalisateur d'un précédent film noir, *Black Coal* (2014).

HW

Cinéma

Brooklyn Affairs, d'Edward Norton

Film étatsunien, 2h25, sorti le 4 décembre 2019.

C'est un thriller politico-immobilier qui transpose un chapitre de la transformation de New York dans la première moitié du 20^e siècle sous l'égide d'un dénommé Robert Moses, qui a multiplié espaces verts, larges avenues et équipements sportifs, tout en déclarant insalubres et en expropriant divers quartiers, notamment peuplés d'Afro-américains (le racisme du personnage est avéré).

Une page trouble de l'histoire de New York

Frank Minna, patron d'une agence de détectives privés, se rend à un mystérieux rendez-vous. Ses hommes, et notamment Lionel Essrog, font le guet. Essrog est atteint du syndrome de La Tourette (variante grave de tics), dans une forme qui lui fait lancer des monologues poétiques plutôt que des obscénités. Minna est descendu, ce qui lance Lionel dans un

labyrinthe d'intrigues liées à la municipalité et tournant autour de Moses Randolph, incarnation peu déguisée du véritable Robert Moses, ici figuré comme un personnage complètement malfaisant et démentiellement orgueilleux. Ce n'est certes pas le meilleur polar des dernières années mais ça se laisse voir, les acteurEs sont excellents et la bande sonore est d'un bon jazz. Et, au-delà des aspects anecdotiques et pas toujours



vraisemblables du scénario, le film a le mérite de rappeler une page trouble de l'histoire de New York.

HW

HÔTEL IBIS BATIGNOLLES « Le patronat de l'hôtellerie et du nettoyage aggrave les conditions d'exploitation dans ces secteurs »

Entretien. Depuis le 17 juillet 2019, les travailleurEs de l'Ibis Batignolles sont en grève, avec pour revendication principale l'internalisation dans l'hôtel. Ces 24 travailleurEs – 23 femmes et un homme, majoritairement des femmes de chambre, touTEs d'origine africaine – sont en effet aujourd'hui employées par la société de sous-traitance SAS-STN, alors même qu'elles travaillent pour l'hôtel Ibis Batignolles. La sous-traitance à laquelle ont très largement recours les hôtels, qu'ils soient de luxe ou plus modestes, leur permet de faire des économies et de se déresponsabiliser des conditions de travail effectives sur leur site. Entretien avec **Tiziri Kandi**, animatrice syndicale de la CGT-HPE (Hôtels de prestige et d'économie)

Où en est la grève aujourd'hui ?

Nous sommes de retour sur le piquet de l'Ibis Batignolles. Une interdiction de faire du bruit au-delà de 50 décibels nous avait été délivrée mi-octobre et, à partir de ce moment-là, nous avons fait un piquet tournant sur différents hôtels parisiens appartenant au groupe ACCOR. Le piquet est en effet bruyant et festif pour populariser la grève, pour tenir malgré le froid et la pluie, mais aussi pour gêner le fonctionnement des hôtels. Nous poursuivons de plus les actions dans les hôtels du groupe ACCOR, la dernière en date étant l'envahissement du hall du Mama Shelter avec l'interprète du 20^e arrondissement de Paris.

Nous avons eu des négociations intéressantes avec STN au mois de novembre 2019, qui n'ont pas abouti, car STN a mis en place une condition d'ancienneté d'un an pour pouvoir bénéficier de l'accord. Il a donc été rejeté par les grévistes à l'unanimité car sept d'entre elles n'avaient pas l'ancienneté requise. Les avancées obtenues concernent le statut social : mise en place d'une prime, indemnité nourriture de 3,62 euros, progression de qualification, annulation des mutations, passage des deux CDD en CDI. ACCOR n'a rien avancé sur l'internalisation – c'est-à-dire la fin de la sous-traitance pour les grévistes – qui est pourtant la principale revendication de la grève. La grève continue donc jusqu'à l'obtention d'un accord accepté par les grévistes, qui soit respectueux et garant de leurs intérêts et qui permette une réelle avancée statutaire.

Comment expliquez-vous qu'autant de luttes éclatent dans le secteur de l'hôtellerie et du ménage ? Pourquoi sont-elles victorieuses, dans une période où nous peinons à sortir la tête de l'eau ?

Les luttes se déclenchent car le patronat de l'hôtellerie et du nettoyage aggrave les conditions d'exploitation dans ces secteurs. Des conditions toujours plus difficiles et des salaires toujours plus bas. Les contrats commerciaux sont souvent revus à la baisse entre donneurs d'ordres (ceux qui bénéficient du travail réel effectué) et sous-traitants (ceux avec qui ils signent le contrat). Les situations de paiement à la chambre, les mutations forcées, la diminution des effectifs, tout cela participe à créer les conditions d'un dumping social. Les travailleurEs n'en peuvent tout simplement plus, les conditions deviennent inhumaines. À Ibis notamment, les grévistes réclament la fin des trois chambres et demie à l'heure, qui amène les salariéEs à travailler beaucoup plus d'heures que ce que leur contrat stipule – sans pour autant recevoir un salaire à la hauteur du travail supplémentaire effectué. La grève est aussi partie parce que STN cherchait à muter de force 13 travailleuses du site.



DR

Avec notre syndicat, les salariéEs ont trouvé un outil efficace, qui les soutient réellement. Elles et ils voient réellement ce qu'il fait et nos résultats. La sous-traitance notamment, réputé comme étant impossible à défaire, est un sujet auquel on s'affronte de front. Nous avons obtenu la fin de la sous-traitance dans 13 hôtels en France, alors que les patrons s'y accrochent de toutes leurs forces. La sous-traitance divise la communauté de travail et permet une baisse des coûts. De plus, les salariées parlent entre elles. Et ainsi elles arrivent souvent chez nous par conseil de leurs amiEs, famille ou collègues. On travaille ensuite à créer de vraies sections dans les établissements en syndiquant un maximum de salariéEs pour créer un rapport de forces sur la durée. Et c'est donc comme ça qu'on lance les grèves, en préparant et s'assurant de la solidité de nos liens et de la détermination des futurs grévistes. On met toutes les chances et tous les moyens de notre côté pour gagner. On réfléchit à toutes les étapes ; par exemple, à quand faire démarrer une grève – par exemple, on a lancé la grève au Hyatt Vendôme lors du lancement de la Fashion Week.

Quel lien faites-vous avec la grève contre la réforme des retraites en cours ?

En tant que salariées du privé, les grévistes vont aussi être impactées de plein fouet par cette attaque. Déjà leurs 25 meilleurs années ne sont pas très élevées, le calcul sur l'ensemble d'une carrière va être catastrophique. De plus, compte tenu du fait que la plupart d'entre elles ont des carrières hachées, un travail très physique où les risques de maladies professionnelles, d'accidents de travail et donc d'inaptitudes partielles ou totales sont très élevés, cette nouvelle attaque va particulièrement les pénaliser et les appauvrir. Il faut de surcroît souligner que, indépendamment de la réforme Macron, leur employeur mafeux pratique illégalement un abattement de 8% sur l'assiette de leurs



DR

cotisations sociales, ce qui impacte directement leurs droits à la sécurité sociale, au chômage et à la retraite, qui sont de fait tous minorés. Il est donc clair que la grève en cours à Ibis s'inscrit pleinement dans la mobilisation contre la réforme des retraites. La mobilisation rencontre aujourd'hui des difficultés à s'étendre au privé, que les grévistes rajoutent le retrait à leur liste de revendications est un pas en avant pour imaginer comment construire une grève réellement générale.

Dans quelle mesure cette grève est-elle aussi une lutte antiraciste et féministe ?

En fait cette grève est féministe et antiraciste car elle met au centre de la lutte la question de l'internalisation et l'égalité de traitement entre touTEs les salariéEs qui travaillent dans l'hôtel (en interne comme en sous-traitance). Les grévistes demandent la fin du salariat de seconde zone afin d'être traitées comme des salariéEs à part entière. C'est une grève féminine, mais pas que. Elle est aussi féministe car les revendications remettent en cause les temps partiels imposés, les cadences infernales, l'abaissement sur l'assiette – bref autant de choses qui ont été imposées à une portion du monde du travail historiquement assignée aux femmes. Les grévistes demandent la fin de la zone de non-droit réservée aux femmes de chambre, un secteur surexploité et déconsidéré.

C'est aussi une grève antiraciste. Elles le répètent elles-mêmes très souvent : cela veut dire pour le respect et la dignité. Elles disent que ce n'est pas parce qu'elles sont femmes, noires, immigrées, qui font du nettoyage, qu'il faut se permettre de les arnaquer, leur manquer de respect ou leur faire faire n'importe quoi ! «L'esclavage, ça suffit !» comme elles le chantent sur le piquet !

Comment soutenir les grévistes ?

Vous pouvez rendre visite aux grévistes sur le piquet au 10, rue Bernard-Buffer, qui se tient tous les jours de 10h à 15h. Ramener des couvertures pour tenir dans le froid, venir avec de quoi boire et manger, toutes les initiatives de soutien sont les bienvenues.

Vous pouvez de plus faire des collectes autour de vous pour remplir la caisse de grève, indispensable pour la poursuite du conflit, ainsi que faire un don au pot commun en ligne <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/0oz7r5n8>

Une fête de soutien organisée par le CLAQ a lieu le 16 et le 17 janvier à Paris, n'hésitez pas non plus à y passer ! Vous pouvez aussi nous contacter pour que nous co-organisions ensemble un événement de solidarité.

Propos recueillis par Louise Roc

L'image de la semaine



Vu ailleurs

IL Y A DIX ANS LE SÉISME : 250 000 MORTS À HAÏTI.

Entre catastrophes naturelles et chaos politique, Haïti sort d'une décennie épouvantablement trouble. [...] L'après-séisme a certes donné lieu dans l'immédiat à un élan de solidarité et de bonne volonté, mais cet élan s'est perdu dans les labyrinthes d'une culture inouïe de corruption des élites nationales et d'une dynamique d'aide internationale au développement qui, au final, a épaulé très imparfaitement le peuple haïtien, forcé comme toujours de ne compter que sur lui-même.

Ne compter que sur lui-même, justement : et c'est ainsi que, parmi les Haïtiens, le désenchantement a gagné en lucidité à mesure que s'écoulait la décennie. Ne s'explique pas autrement l'immense ras-le-bol que la rue haïtienne, toutes tendances confondues, exprime sans se laisser démonter depuis l'été 2018, en militant pour une refondation politique du pays et en réclamant le départ de Jovenel Moïse, ce président très mal élu – encore un – avec un taux de participation de 20% aux « élections » de novembre 2016, mais élu avec le soutien, malgré tout, d'une communauté internationale (États-Unis, Canada, France...) qui ne s'en trouve aujourd'hui que plus décrédibilisée.

L'ex-président américain Bill Clinton répéta, après le séisme, qu'on allait « reconstruire en mieux ». Quelle reconstruction ? Celle qui conjugue l'aide humanitaire et les politiques néolibérales. Le démocrate Bill Clinton... celui-là même qui, dans les années 1990, avait fait ouvrir le marché d'Haïti au riz américain, démolissant l'agriculture haïtienne... [...]

« Les Jovenel Moïse, les Michel Martelly (son mentor et prédécesseur) ont permis, par leur cupidité et leurs pratiques répressives, de voir le système dans son horreur », disait au Monde l'écrivain Lyonel Trouillot. Dans toute son horreur, en effet, le pouvoir ayant déployé une répression féroce pour empêcher que le statu quo soit remis en question. [...]

C'est Haïti renvoyée à l'ère des tontons macoutes qui semaient la terreur sous les Duvalier. C'est une violence et une impunité qui surlignent l'infamie de sa classe dirigeante, certes, mais qui étalent aussi l'échec patent des missions de paix onusiennes et montrent du doigt Washington, Ottawa et les autres pour leur complaisance et la mécanique néocoloniale qu'ils perpétuent, de décennie en décennie.

Guy Taillefer, « Haïti : pas de reconstruction sans refondation », *Le Devoir* (Montréal), 11 janvier 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org